

DELIBERATION n° 2020 - 79
portant approbation du procès-verbal de la séance plénière
du 09 avril 2020

Point inscrit à l'ordre du jour n° 1

Conseil d'administration du 05 novembre 2020

Vu le Code de l'éducation et notamment l'article L. 712-3 ;
Vu les Statuts de l'Université de La Réunion ;

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration **approuvent le procès-verbal du conseil d'administration réuni en séance plénière du 09 avril 2020, annexé.**

<u>Résultat du vote</u>								
Vote	électronique							
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				24				
N'ayant pas pris part au vote				2				
Nombre de voix	pour	21	contre	0	abstention(s)	0	refus	1

Fait à Saint-Denis le **12 novembre 2020**
Le Président de l'Université de La Réunion


 Professeur Frédéric MIRANVILLE

Transmis à la Rectrice de la Région académique de La Réunion, Chancelière des universités le

16 NOV. 2020

Entrée en vigueur le lendemain de sa publication au *Recueil des actes administratifs* de l'Université de La Réunion.

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE
DU JEUDI 09 AVRIL 2020**

Le Conseil d'administration de l'Université de La Réunion a été convoqué en séance plénière **le jeudi 09 avril 2020 à 10h00, à distance.**

Sur 33 membres en exercice dûment convoqués, 23 étaient présents ou représentés à l'ouverture de la séance à 10h22. Le conseil d'administration de l'Université de La Réunion a pu valablement siéger sur l'ordre du jour suivant :

Points stratégiques, institutionnels et projets :

1. Point de situation de l'établissement en période de confinement (COVID-19).
2. Modalités relatives à la tenue des instances collégiales à distance.
3. Plan de continuité de l'activité.
4. Plan de continuité pédagogique.
5. Conventions – contrats – accords-cadres hors recherche ne relevant pas de la délégation de pouvoir octroyée au Président.

Points d'information :

6. Questions diverses.

ONT ASSISTÉ AVEC VOIX DÉLIBÉRATIVE

MEMBRES PRÉSENTS

Président de l'université de La Réunion : Frédéric MIRANVILLE.

Professeurs : Matthieu LE CORRE (à partir de 12h35 jusqu'à 14h18).

Maîtres de conférences et autres enseignants : Katia ANGUE - Pascal BARET – Salim LAMRANI (à partir de 11h04) – Florence PELLEGRY - Fabrice VIALE.

Personnels BIATSS : Annie DUMONT – Jean-Philippe VELIA – Ilias TIMOL – Stéphanie ROBERT – Arsène GARAIOS.

Usagers : Samantha POTHIN - Ketty GRONDIN – Alexandros ZAKHARATOS - Stéphane MANANT.

Personnalités extérieures : Nathalie NOEL, représentante du Conseil régional – Eric JEUFFRAULT, représentant des organismes de recherche partageant les unités de recherche avec l'université (CIRAD) (jusqu'à 12h55) – Claude-Anne GAUTHIER, représentante des organismes de recherche partageant des unités de recherche avec l'université (IRD) (jusqu'à 12h24).

MEMBRES REPRÉSENTÉS

Maîtres de conférences et autres enseignants : Isabelle FOCK par Eric JEUFFRAULT (jusqu'à 12h55).

Usagers : Dany ELISABETH par Samantha POTHIN.

Personnalités extérieures : Alain ARMAND représentant du Conseil départemental par Frédéric MIRANVILLE - Eric JEUFFRAULT, représentant des organismes de recherche partageant les unités de recherche avec l'université (CIRAD) par Katia ANGUÉ (à partir de 12h59) - Jeanne LOYHER, personne assumant des fonctions de direction générale au sein d'une entreprise (Société ENOVA) par Frédéric MIRANVILLE - Brigitte CHARLES, représentante d'une entreprise employant moins de 500 salariés (SCTE) par Katia ANGUÉ.

ONT ASSISTÉ EN QUALITÉ D'INVITÉS

Gilles LAJOIE, président du Conseil académique - Gilles LAJOIE, vice-président du Conseil d'administration en charge de la recherche et valorisation par intérim - Marceline DUCROCQ-GRONDIN, vice-présidente du conseil d'administration en charge de la formation et de la vie universitaire - Rudrigue SAUTRON, vice-président étudiant - Patricia DUCRET, vice-présidente en charge de l'égalité Femmes-Hommes et de la prévention des discriminations - Anne-Françoise ZATTARA-GROS, vice-présidente en charge des relations internationales et de la coopération régionale - Olivier SEBASTIEN, vice-présidente en charge des usages et des développements du numérique - Gilles LAJOIE, Chargé de mission « carrière des enseignants » - Christophe PORLIER, Chargé de mission université numérique en région - Yoann CHANE-TO, Chargé de mission qualité et conditions de vie au travail - Valère LEE-CHING-KEN, coordonnateur pôle excellence et rayonnement - Florence MARIUS, coordinatrice pôle éco-campus et infrastructures - Aldo JEAN-JACQUES, coordonnateur pôle réussite et vie universitaire - Véronique SEBASTIEN, Administratrice des systèmes d'information - Jean-Bruno GÉRÉONE, directeur des ressources humaines - Yves LANGEVIN, directeur des finances et de la comptabilité - Yves DEPIGNY, responsable au service des affaires juridiques et du contentieux - Tatiana LEBEAU, assistante au service des affaires institutionnelles, secrétaire de séance.

Jean-Marc RIZZO, Directeur de l'UFR Droit-Economie - Brigitte GRONDIN-PEREZ, directrice de l'UFR Sciences et technologies - Jean Michel JAUZE, directeur de l'UFR Lettre et Sciences Humaines - Bérénice DORAY, directrice adjointe de l'URF SANTE - Dominique MORAU, directeur de l'UFR Sciences de l'Homme et de l'Environnement - Lalaonirina RAKOTOMANANA, directeur de l'ESIROI - Sandrine MARVILLIERS, administratrice provisoire de l'INSPE - Pascal PICARD, directeur de l'IAE Réunion - Richard LORION, directeur de l'institut universitaire de technologie - Joelle MENANT, directrice du service commun de la documentation - Eric LACROIX, directeur du service universitaire des activités sportives - Jean-Paul DUPRAT, directeur général du CROUS - Marie BOIRON, directrice de la direction des études et du pilotage des formations - Eric LACROIX, représentant syndical SGEN-CFTD - Rachelle MARIAMON, représentante syndicale CGTR Educ'Action et non syndiqués.

Les administrateurs et invités ont été invités à se connecter dès 09h30 pour cette première séance plénière en distanciel. Les participants sont accompagnés par la DAMAN pour les explications techniques de l'outil Zoom (test micros, activation quand nécessaire du micro, levée de main virtuelle et son ordre d'apparition).

En introduction, **le Président** rappelle les nouvelles modalités qui resteront historiques dans l'histoire de l'établissement. En effet, celles-ci permettent de tenir l'instance dans les meilleures conditions possibles en cette période de crise sanitaire.

La secrétaire de séance fait part du quorum et comptabilise 18 présents et 5 représentés, soit 23 membres.

Le quorum étant atteint, **le Président** accueille les participants et déclare la séance ouverte à 10h22. Il remercie les membres pour leur participation à cette séance. Avant de démarrer, il laisse place aux propos liminaires.

Monsieur Taglioni fait remarquer au Président que des administrateurs du CA ont envoyé un courriel à 09h57 pour faire part de leur refus de siéger à cette instance. Ils estiment que les conditions n'étaient pas réunies par rapport à l'outil Zoom. Il demande au Président s'il a pu prendre connaissance de ce message qui est également adressé au recteur et souhaite s'assurer que le conseil peut bien avoir lieu.

Le Président le remercie pour cet alerte. Prenant tout juste connaissance du courriel, il propose d'en donner lecture, ce qui a été produit par un élu. Il s'adresse donc au recteur, au Président de l'université, au directeur administratif du service juridique et aux membres du Conseil d'administration (CA). *« La convocation en conseil d'administration du 9 avril fait apparaître des modalités exceptionnelles de connexion en distanciel entre les membres du conseil. Cette "adaptation" aux circonstances exceptionnelles relatives à la crise sanitaire internationale pose néanmoins plusieurs questions juridiques et méthodologiques. Premier point : il existe un désaccord entre la DSI qui a signalé en date du 5 avril l'absence de sécurité du système Zoom de visioconférence qualifiant cette plateforme de non conforme au RGPD, et la DAMAN de l'université qui engage cet usage pour la tenue des instances. Pour information la direction du CNRS, le ministère de l'Enseignement supérieur ainsi que d'autres pays comme Taïwan, préconisent de proscrire cette plateforme de visioconférence. La tenue même d'une instance décisionnelle et délibérative comme le CA deviendrait ainsi caduque. Deux : les personnels élus siégeant au conseil d'administration sont confinés chez eux, ce qui signifie qu'ils utilisent du matériel personnel en présence de leurs proches, le huis clos de l'instance n'est plus assuré. Quelle confidentialité des informations peut, dans ces conditions, être envisagée sachant que des cas personnels ou des questions sensibles peuvent être abordés ? Trois : de manière essentielle, le vote à bulletin secret ne peut matériellement être engagé. Aucun système fiable, (sécurisé) et assurant l'indépendance des votants ne saurait être garanti comme le ferait un isolement. Aussi, tout vote à bulletin secret serait impossible dans les conditions légales. En prévision de l'aménagement des réunions d'instances universitaires en distanciel, étant donné que le huis clos d'une assemblée ne peut être assuré, que d'aucuns ne pourront certifier de la présence de personnes non invitées à l'assemblée, le secret des débats n'est absolument pas garanti, la sécurité du système étant récusée. Les votes électroniques à bulletin secret ne peuvent être encadrés entièrement et personne ne peut garantir la possibilité d'un vote libre et indépendant. Les membres du CA et de toutes les instances ont besoin de transparence et de sécurité dans leurs modalités de fonctionnement déjà extrêmement difficiles. Nous demandons la suspension de ce conseil décisionnel et une nouvelle proposition d'une démarche d'organisation d'instances en distanciel validée par le contrôleur de légalité, l'organisation d'instance délibérative en présentiel dans des environnements respectant les conditions sanitaires strictes assurant la sécurité personnelle. Durée limitée à deux heures. Traitement des questions essentielles et nécessitant réglementairement les décisions des conseils de la préparation des instances délibératives lors de séances distancielles ».*

Il signale qu'entre la DSI et la DAMAN qui sont deux directions de l'Université, qu'il n'y a pas de désaccord, à sa connaissance. La DSI a elle-même envoyé un mél évoquant que cet outil pouvait être utilisé dans le cadre du plan de continuité de l'activité. Le responsable de la sécurité des systèmes informatiques (RSSI) de l'université a évoqué lui aussi, la possibilité d'utiliser l'outil Zoom pour réaliser la continuité de l'activité de l'établissement. Cet outil est utilisé dans plusieurs établissements et universités, les établissements scolaires, le ministère et la Conférence des présidents d'université. Des discussions sont en cours sur la fiabilité de l'outil. A ce stade, en tout

état de cause, il signale qu'il n'y a pas d'interdiction formelle de l'utiliser. Toutefois, il confirme qu'il faut être extrêmement vigilant, mais suite à un test de nombreux outils, le seul qui est en capacité de permettre la tenue des instances est Zoom. Etant dans l'obligation d'organiser, la continuité du service public, la solution offerte est celle-ci.

Sur la question du huis clos de l'instance concernant l'utilisation des outils personnels, il explique que cela a déjà été discuté en Comité technique d'établissement. Elle se base sur la responsabilité individuelle de chacun. Un membre d'une instance comme le Conseil d'administration doit assurer la confidentialité des échanges. Quand un participant est chez lui, que ce soit un outil professionnel ou personnel, il doit s'isoler ou faire en sorte que les débats ne puissent pas être entendus par des tiers. L'utilisation, par exemple, de casques permet que ce soit le cas, ou l'isolement dans une pièce seule, permet aussi de faire respecter cette condition. Puis, sur le vote à bulletin secret, il ne peut matériellement être engagé. Cette question a été anticipée avec le service juridique de l'établissement. Un outil est déjà déployé au sein de l'établissement et conforme au RGPD permettant d'engager des votes à bulletin secret avec la garantie de la confidentialité du vote.

Ensuite sur l'organisation d'instance délibérative en présentiel, il rappelle la situation de confinement pour laquelle, toute instance en présentiel est complètement exclue. Ces directives sont celles du gouvernement pour pouvoir assurer le principe de continuité du service public.

Il ajoute sur les questions de sécurité des outils, qu'il n'y a aucun outil fiable à 100 %, tout comme les outils de messagerie électronique. Concrètement, s'il fallait attendre d'avoir un outil fiable à 100%, il n'y aurait strictement aucune possibilité de réunir quelque instance que ce soit et dans des délais qui sont totalement inconnus puisque tout système, à un moment donné, peut avoir une faille et faire l'objet d'une fraude d'une façon générale. Quant aux éléments transmis par le CNRS et le ministère de l'Enseignement supérieur, il indique ne pas avoir eu connaissance, mais siégeant toutes les semaines au Conseil d'administration de la CPU, cette information n'a jamais été véhiculée aux présidents d'universités. Pour ce qui est du CNRS, cette question concernait des volets hautement stratégiques de type recherche scientifique sur des sujets qui font l'objet de secret défense. Le choix a été malgré tout de maintenir le fonctionnement de l'établissement, comme évoqué en amont pour poursuivre l'activité.

Le Président du Conseil académique dit avoir organisé en distanciel avant-hier, une première CFVU, les mêmes questions étaient déjà dans les esprits et a fait part des mêmes réponses. Il indique que Zoom est parfois dénoncé sur les questions de secret défense et les propriétés intellectuelles. Mais le vice-président en charge des usages et du développement numérique précise, qu'en réalité, aucune plateforme n'est garantie sans faille de sécurité. A ce jour, il y a plus de 200 millions d'utilisateurs et il pense qu'il faut pouvoir raison garder dans ces situations difficiles. De plus, le débat autour de Zoom anime tout l'enseignement supérieur, beaucoup d'établissements continuent à utiliser cet outil dont le premier avantage est la convivialité et la simplicité d'usage.

Monsieur Viale ajoute que tous les outils qui passent par une plateforme « serveur extérieur » sont soumis à des problèmes de sécurité, ayant fait des essais sur les outils de visioconférence en peer to peer, c'est-à-dire en communication directe de poste à poste avec possibilité d'échange de clé de cryptage qui commencent tout juste à se développer et ne supportent pas la charge. Sinon, les solutions vues sur la DGESIP et le ministère, est d'installer ses propres serveurs Jitsi et la limite est plutôt de la quarantaine, même en ayant ses propres serveurs et en maîtrisant le processus de sécurité.

Sans autre remarque, **le Président** rappelle aux participants que la séance, comme celles en présentiel, est enregistrée pour faciliter la restitution des échanges.

Point n°1. Point de situation de l'établissement en période de confinement (COVID-19).

Rapporteur : Président.

Cette situation tout à fait exceptionnelle nécessite de la part de bon nombre de personnels de l'établissement une action immédiate et réactive, pour pouvoir fonctionner. Il remercie

chaleureusement l'ensemble des personnels qui ont permis d'avoir une continuité de service public dans le cadre d'une crise sanitaire extrêmement grave, comme chacun peut le constater. Il propose de lister un certain nombre d'actions menées par l'établissement, suite à la suspension des activités en présentiel à partir du 16 mars 2020. Par anticipation et sur décision du Président de la République, l'établissement a été fermé par un arrêté de fermeture en date du 17 mars 2020 pour garantir la protection des personnels et des étudiants avec un maintien d'une activité essentielle par la mise en place d'un plan de continuité de l'activité et d'un plan de continuité pédagogique.

D'emblée, un comité de suivi a été mis en place, qui est devenu ensuite une cellule de crise, pour faire en sorte de rassembler l'ensemble des informations sur cette crise sanitaire et pouvoir réagir au mieux. Il rappelle les critères utilisés dans quasiment l'ensemble des établissements, puisque ce sont des modalités relativement reconnues dans le cadre de situations de crise. La cellule de crise est composée de personnes qui ont, soit l'information ou la compétence essentielle à la contribution à la résolution de la crise, soit le pouvoir décisionnel. Un comité de suivi intégrait l'équipe présidentielle de l'établissement, les services, les directions, le haut fonctionnaire sécurité-défense, la direction de la communication, le cabinet de l'établissement et l'ensemble des coordonnateurs.

Ensuite, grâce à la direction de la communication, des informations à destination des personnels et des étudiants de l'établissement ont été diffusées. Puis, la direction de la logistique, de la maintenance, de l'hygiène et de la sécurité a été mobilisée pour garantir la protection des personnels par la fourniture de matériel et de produit, pour respecter les mesures barrières. Les directions relatives aux systèmes d'information et aux usages du numérique ont été mobilisées pour l'accompagnement de façon extrêmement réactive sur la bascule des activités et en particulier, des enseignements en distanciel, ce qui a nécessité un immense travail pour maintenir les réseaux informatiques, avoir des outils fiables pour assurer une continuité de l'enseignement dans un premier temps, mais de l'activité de façon plus générale. Il y a eu aussi des actions liées à la sécurité en lien avec les autorités locales, la préfecture, mais aussi les autorités nationales, avec l'affichage des mesures barrières dans tout l'établissement, la mise en place de distributeurs de gel hydroalcoolique dans les locaux, la distribution de masques et de gants au personnel, le suivi de l'ensemble des étudiants en programmes d'échanges, assuré par la vice-présidente en charge des relations internationales et de la coopération régionale et la direction associée qui a recensé l'ensemble des étudiants : l'établissement connaît aujourd'hui la localisation actuelle de chacun. De plus, la mobilisation du service de médecine préventive pour les étudiants, dans le cadre d'un suivi sanitaire, notamment de ceux qui étaient confinés à proximité, mais en maintenant aussi une activité en distanciel pour tous les autres. Le recensement quotidien des personnels sur site a été effectué par un certain nombre de personnes qui devaient se rendre sur place, pour les aspects de sécurité, les aspects techniques et juridiques. Ce recensement a fait apparaître une présence de 20 à 30 collègues maximum, sur l'ensemble des sept sites de l'université, ce qui représente moins de 3 % des effectifs.

Il y a eu aussi la mise en place de mesures de désinfection en cas de suspicion de cas de Covid-19 sur l'établissement. Il évoque trois cas de suspicions COVID pour lesquels, les locaux respectifs ont été désinfectés. Il invite les participants à faire remonter toutes les informations au plus vite afin de prendre les mesures qui s'imposent pour éviter toute contamination des collègues qui sont sur place notamment, dans ces cas de suspicion.

Des actions administratives et pédagogiques ont également été menées : la mise en place d'un plan de continuité de l'activité et d'un plan de continuité pédagogique a été communiquée à la communauté universitaire. L'ensemble des équipes pédagogiques se sont mobilisées pour faire en sorte que tous les étudiants puissent bénéficier des enseignements qui étaient prévus en présentiel dans une modalité distancielle. Au-delà des étudiants internationaux, un suivi a été fait au niveau des étudiants locaux, notamment de ceux qui étaient en troisième cycle, pour s'assurer de leurs conditions. Des foires aux questions ont été ouvertes et sont disponibles sur le site Internet de l'université.

Sur les actions scientifiques, les UMR ont été mobilisées, notamment DÉTROI, PIMIT, PVBMT pour la production de gel hydroalcoolique. Cela a été fait dans un premier temps par PIMIT et DÉTROI, de façon très réactive, pour venir en soutien au CHU qui en avait besoin. Également en soutien aux étudiants qui étaient confinés à proximité de l'établissement, les épiceries solidaires nord et sud ont distribué ces produits de protection aux étudiants. Du gel a été produit pour le SUMPPS, dans le cadre du travail qu'il effectue en présentiel. Il y a eu aussi, conjointement avec le CHU et le Cirad — et il remercie Monsieur Jeuffrault présent — la mise en place d'une task force de dépistage pour aider les professionnels de santé, les professionnels du soin, dans le cadre de cette crise. Le soutien de l'université de La Réunion a été très apprécié, avec la mise à disposition de matériel, de ressources humaines, pour permettre d'augmenter la capacité de réalisation de tests de dépistage avec une multiplication par trois. Des projets scientifiques sont en cours, au Cirad, à l'université et au CHU avec un effet levier vers les pouvoirs publics, les collectivités, mais aussi l'État, la préfecture, pour faire en sorte d'avoir la possibilité d'acheminer du matériel, de façon préférentielle pour le CHU, par d'autres voies que celles classiquement utilisées.

Sur les conditions d'études et de travail à distance, les équipes pédagogiques et administratives se préoccupent fortement des conditions afin d'éviter une fracture numérique. Pour cette raison a été lancée, une campagne de communication par SMS à destination des étudiants, pour savoir d'une part s'ils étaient connectés et s'ils avaient accès au réseau informatique ; d'autre part, s'ils avaient des équipements leur permettant de bénéficier de la continuité pédagogique. Puis une deuxième campagne de communication a été réalisée auprès des personnels de l'Université pour les mêmes questions, la continuité numérique, mais aussi pour évaluer leurs conditions de travail et les accompagner, et ainsi conserver un lien social qui est important en cette période de confinement amenée à durer. Après un mois, il s'avère que cette situation est extrêmement compliquée pour les uns et les autres de gérer à domicile, à la fois ses responsabilités professionnelles et personnelles.

Des actions de solidarité ont aussi été menées, il en cite quelques-unes : la mobilisation des étudiants de troisième année d'internat de l'UFR santé pour accompagner le centre 15, qui était complètement saturé en début de crise par les appels téléphoniques ; le don de gel hydroalcoolique produit par les UMR, aux étudiants et au CHU ; la mise à disposition du SUMPPS ; le suivi sanitaire des étudiants en résidence universitaire, des personnels en astreinte dans ces résidences ; la mobilisation des épiceries solidaires nord et sud, pour des ouvertures exceptionnelles permettant aux jeunes d'avoir accès à des denrées de première nécessité, mais aussi pour des dons de produits alimentaires. Cette action est désormais reproduite de façon régulière, vu la demande des étudiants qui sont les plus démunis dans ce type de situation. Il y a eu également le lancement d'une plateforme de communication, la plateforme Alumni, pour mettre en place un réseau des étudiants et des anciens étudiants de l'établissement ; la mobilisation des services de la culture, des activités sportives pour proposer des activités à domicile ; l'accompagnement des étudiants porteurs de handicaps par la mission handicap sous la responsabilité de la vice-présidente à l'égalité femmes-hommes et prévention des discriminations pour éviter l'isolement de ces personnes fragiles et leur procurer à la fois un accompagnement en distanciel et les outils au besoin, que ce soit téléphone ou informatique pour continuer à travailler. Une action est en cours, celle de la mobilisation des outils de type impression 3D, pour imprimer des visières de protection et des embouts à positionner sur des masques pour permettre aux personnels dans les établissements de soins d'en bénéficier, de même que les personnels de l'établissement, en cas de besoin.

Sur la mobilisation des pouvoirs publics, le Conseil régional a été sollicité très tôt pour l'acheminement de matériel et de produits dans le cadre de la crise sanitaire. Il informe que le Conseil régional a répondu présent sur les questions d'extension de la mesure Plan Ordinateur Portable (POP) aux étudiants, afin de lutter contre cette fracture numérique, la première estimation se situe entre 10 et 15 % des étudiants qui ne sont pas équipés ou qui n'ont pas un accès Internet, ou très limité. Le Conseil régional a également été sollicité pour l'accompagnement de projets scientifiques, à portée relativement immédiate, pour contribuer à

ces questions. En reprenant les propos de Monsieur Jeuffrault, il pense, que l'heure est à l'unité pour arriver à avoir la meilleure contribution de lutte contre cette crise qui fait des morts tous les jours.

Point n°2. Modalités relatives à la tenue des instances collégiales à distance.

Rapporteur : Président et le Responsable du service des affaires juridiques et du contentieux.

L'Université prend des décisions par une chaîne de consultation des différentes instances en amont que ce soient des instances liées à des composantes ou à des unités de recherche, avant de s'acheminer vers les instances centrales. Pour ce faire, étant donné l'état d'urgence actuel qui a été décrétée par le gouvernement pour fonctionner de manière différente, la nécessité de définir les modalités de tenue de ces instances en distanciel est réelle.

La proposition s'appuie très fortement sur l'ordonnance du 27 mars 2020 et permet de décliner différentes modalités pour que toutes les instances d'un établissement qui se réunissaient en présentiel puissent, à partir de maintenant, se réunir en distanciel pour la continuité de l'activité de l'établissement. Ce point a été évoqué en Comité d'Hygiène, de Sécurité des Conditions de Travail (CHSCT), en Comité Technique d'Etablissement (CTE), en équipe présidentielle, en équipe de direction avec Monsieur le Directeur des Ressources Humaines. Il fait remarquer que l'ensemble des personnels travaille de façon totalement différente et, en conséquence, ne peut être considéré comme ayant les mêmes conditions de travail, donc le fonctionnement est assez dégradé pour certains et ne peut perdurer, car le rythme de l'établissement est élevé, le nombre de dossiers traités de façon générale est extrêmement important. Par conséquent, si en cette période de confinement, la prise en charge de l'ensemble de ces dossiers est réduite, dès le déconfinement la charge de travail sera telle qu'elle impactera très fortement les conditions de travail des personnels. Il lui semble fondamental de maintenir, pour les universités de façon générale, l'activité à son plus haut niveau avec ses modalités distancielles, en transition d'une reprise de fonctionnement normal. C'est la raison pour laquelle des instances statutaires ou des instances telles que les comités de sélection pour des recrutements d'enseignants-chercheurs, doivent pouvoir se dérouler, tel est l'objet du projet de délibération qui est proposé.

Le responsable du SAJC rappelle l'ordonnance n°2020 347 du 27 mars 2020 qui a permis d'étendre le champ des réunions à distance et des différentes instances collégiales. Dans le cadre de la déclaration de l'état d'urgence et pendant cette durée, il est prévu une prolongation jusqu'au 24 juin 2020, qui pourrait être réduite selon le contexte. Pour ce faire, il faut adopter une délibération qui prévoit les modalités de ces délibérations, les questions de conservation d'enregistrements des débats, d'identification des tiers aux instances. Globalement, deux types de réunion des instances à distance, sont : soit en visioconférence, soit par un échange d'écrits, essentiellement par messagerie électronique qui étaient déjà envisagées en 2014 et qui sont précisées dans l'ordonnance de 2020. Le projet prévoit également dans son champ d'application l'ensemble des conseils centraux, les différentes instances représentatives et statutaires de l'établissement, le Comité électoral consultatif ainsi que les conseils de composante et des unités de recherche pourront par ce biais se réunir.

Sur la modalité « courriel », celle-ci reprend globalement les éléments qui ont été fixés par le décret de 2014 suite à l'ordonnance de 2014 qui décrit assez largement la procédure à suivre : l'ordre du jour, une date de début et une heure de début de séance ainsi qu'une date de clôture de séance pour permettre à l'ensemble des administrateurs de pouvoir s'exprimer par écrit, jusqu'à la date de clôture indiquée par le président. Il faut également qu'un délai d'organisation des débats et sa durée soit donnée. En conséquence, dans cette modalité, il y aura une date et une heure de début de séance et une date et une heure de fin de séance. Pour la transmission des documents, elle se fera par courriel et sera toujours accessible sur l'outil dématérialisé « GED ». L'engagement de la délibération sera subordonné à la vérification de l'accès de l'ensemble des membres à leur messagerie électronique, et dans ce cas, il faut que tout le monde puisse participer à la délibération par écrit et pendant toute la durée de la délibération. Si cette modalité est mise en œuvre pour certaines instances, il faudrait que chaque membre adresse un mél au président de la séance pour vérifier son accessibilité. La séance dans ce cas sera ouverte par un message du Président à l'ensemble des membres, et éventuellement, aux

personnes invitées. Ce message devra rappeler l'heure de début et de fin de la séance et pourra décider de la prolonger si besoin. Ensuite, il enverra un message pour clôturer la séance une fois que tous les échanges auront eu lieu. Cette heure de clôture ne pourra pas avoir lieu avant celle qui était prévue. Une fois que les débats seront clos, le président devra adresser un message aux membres pour l'opération d'ouverture des opérations de vote ainsi que sa durée. Pour le vote, il se fera soit à main levée, par un envoi de courriel qui indiquera pour, contre ou abstention, soit à bulletin secret, les membres utiliseront alors une plateforme dédiée, en visioconférence.

Sur la modalité en visioconférence, la convocation doit être adressée par courrier électronique qui indiquera l'ordre du jour de la séance, la date et l'heure de début de séance. Les documents sont transmis par courriel et les échanges oraux se déroulent via un outil de webconférence avec possibilité éventuelle d'un complément de messagerie en temps réel, pour les membres et pour les invités. Comme tout outil, les membres de l'instance recevront en amont de la séance, sur leur adresse professionnelle, un courriel avec des identifiants permettant de rejoindre la réunion et la connexion à l'application afin de garantir l'identification des participants, ce qui est une obligation réglementaire. En effet, il faudra s'assurer que l'ensemble des participants sont bien identifiés comme étant des membres de l'instance et permettra également la confidentialité des débats. De plus, cela permettra de recueillir les conditions de quorum ou les prises de parole éventuelles. Pour l'organisation optimale, sur l'obligation de contrôle de quorum, il est recommandé de se connecter à l'application au moins 30 minutes avant. Cela permettra aussi de faire des tests et répondre aux questions éventuelles, puisque la DAMAN est en soutien, en cas de problème technique.

La participation aux délibérations se fait à travers deux modalités de vote possibles, le vote à main levée de manière classique, en levant la main, comme cela se fait en séance en présentiel, et en levant le nombre de doigts nécessaires en fonction des procurations éventuelles. Puis une autre possibilité est considérée comme à main levée : les membres participent au vote via la messagerie instantanée de l'outil à distance. Dans ce cas, il inscrit « pour », « contre » ou « abstention » dans la boîte de dialogue instantanée.

Puis, la deuxième modalité de vote est la possibilité de demander un vote à bulletin secret. Dans ce cas, il faudra s'organiser au travers d'un outil sécurisé pour garantir le secret et la confidentialité du vote. Donc chaque membre pourra procéder à un vote sur le point soumis à l'ordre du jour, après avoir reçu par courriel des identifiants, un nom d'utilisateur et un mot de passe, et éventuellement, un code de vote dans un second courriel. Pour les procurations, le mandant recevra ses identifiants et son code de vote, charge à lui, de transmettre ces éléments à son mandataire. Les conditions de quorum sont constatées par le président en début de séance. Les procurations dûment remplies doivent être transmises pour le bon fonctionnement de l'instance avant le début de la séance, si possible, pour faciliter le travail de secrétariat et vérifier les procurations qui ont été reçues. Si le quorum n'est pas atteint, la procédure pourra être reconduite dans les deux jours, à compter de la date de constatation de l'absence de quorum. Un compte rendu, ou le cas échéant un procès-verbal de séance, est soumis à l'approbation des instances lors de la séance suivante, dans la mesure du possible. Ensuite, concernant les modalités d'enregistrement et de conservation des débats ou des échanges, selon lesquelles les tiers peuvent être entendus par les instances, elles seront conservées jusqu'à la validation du compte rendu, ou le cas échéant du procès-verbal, à une séance ultérieure. Comme cela se fait déjà en présentiel, le support audio permet de rédiger au mieux les procès-verbaux. Les tiers peuvent être invités aux séances des instances. Pour ce faire, ils reçoivent également un courriel d'invitation qui vaut autorisation de participer à la séance. Les interventions des tiers font également l'objet d'un enregistrement, dans les mêmes conditions que celles des membres. Enfin, en cas d'incident technique, la délibération et la procédure de vote peuvent être prises ou poursuivies dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues et qui ont été énoncées aux articles relatifs aux différentes modalités d'organisation des séances. Dans ce cas, le président de l'instance concernée en référera à la DAMAN, de même qu'au président de l'université. Ce projet de délibération permettrait pour l'ensemble des instances visées, de se réunir à distance, si elle est adoptée.

Débat :

Madame Dumont s'interroge au sujet du vote à bulletin secret et des procurations. Sauf erreur de sa part, les codes de la séance sont transmis par courriel. Si la personne qui donne procuration n'est pas disponible à ce moment précis ou pas devant son ordinateur à attendre les codes, est-ce que ces codes ne pourraient pas être directement envoyés à la personne qui a la procuration ? Car à son sens, cela pourrait être une difficulté.

Le Président confirme avoir eu la même réflexion. Le principe des procurations dans ce projet de délibération est qu'elles arrivent avant la séance. Dans le cas d'un vote à bulletin secret, il reconnaît que la difficulté, est qu'il n'y ait pas cette information au préalable pour avoir les codes du mandant. Il rappelle que le projet de délibération est assez générique sur ce point et fait référence à l'outil existant au sein de l'établissement qui est « Belenios », qui a déjà été utilisé et déployé et qui pourrait être mobilisé. Par contre, il n'est pas compétent sur la question du paramétrage qui est d'ordre technique.

Le Responsable du SAJC ajoute qu'à ce stade, s'il s'agit de Belenios, il y a des contraintes techniques, puisque chaque personne ne peut a priori voter que pour elle. Pour cette raison, une personne ne peut pas recevoir à une même adresse mél professionnelle, plusieurs codes différents qui correspondent à différentes personnes. Il y a donc une restriction à ce niveau, qui fait partie des éléments qui garantissent le respect de la confidentialité, donc du secret du vote. C'est pour cela que chaque personne y compris les mandants, dans cette configuration recevront le mél qui leur permet de voter. La seule modalité dans ce cas, est que le mandant transfère ses identifiants au mandataire. Sur ces contraintes techniques, il relève qu'il faudrait effectivement voir avec la DSI pour les modalités de paramétrage, mais l'ayant déjà évoqué, cela semble assez compliqué.

Le Président résume en disant que pour toute séance, il va falloir anticiper le potentiel de vote à bulletin secret pour que les codes soient transmis, du mandant au mandataire, avant la séance, au regard du projet de délibération proposé.

Madame Pothin demande d'apporter une précision, notamment dans les points 3 et 4 sur les modalités. Sur les procurations, elle constate que le formulaire de procuration n'est pas précisé.

Le Président acquiesce. Il rappelle qu'il faut raisonner comme en présentiel. Actuellement, l'ordre du jour envoyé précise effectivement la date, l'heure de début de la séance, et il pourrait effectivement rajouter la pièce jointe, c'est-à-dire la procuration.

Le Vice-président étudiant demande dans le cas où un élu vient en conseil et qu'il porte la procuration d'un autre élu, comment fait-il pour voter ? Aura-t-il les deux identifiants ? Utilise-t-il l'identifiant qui lui est attribué ou les trois identifiants ? Est-ce que le service qui traite la séance qui donne les identifiants à la personne qui est mandatée, ou bien les élus doivent le faire en amont ? Est-ce qu'il n'y a pas un risque de transmission des informations, dans le cas où, un élu ne peut pas venir siéger ?

Le Président affirme que ces questions rejoignent l'interrogation précédente. Il est proposé dans ce projet, à défaut de mieux, avant chaque séance, d'anticiper le vote à bulletin secret, et dans ce cas, les identifiants seront transmis du mandant au mandataire avant la séance, avec une utilisation, ou pas. Mais étant donné que les codes sont individuels, ce ne sont pas les services ni la direction des affaires juridiques qui les reçoivent car chaque individu reçoit son propre code. Il n'est pas possible pour le service de le donner.

Le Vice-président étudiant demande si cela signifie qu'il va falloir utiliser plusieurs identifiants en même temps.

Le Responsable du SAJC répond par l'affirmative. Le mandataire devra utiliser plusieurs identifiants pour voter, tout d'abord pour lui, puis avec les identifiants qu'il aura reçus de la part des mandants.

Monsieur Viale indique un complément. Quand ces textes sont reportés au niveau des instances de plus bas niveau, tels que des départements, par exemple, pour lesquelles les réunions peuvent donner lieu au vote. Il recommande l'utilisation de Moodle, qui permet en parallèle de laisser des documents, de construire des bases de connaissances avec l'addition de livres, de mettre des sondages, etc. Il pense que cela peut être un bon complément à la visioconférence pour accélérer les débats. Par contre, pour les votes et dans le cadre de ces instances qui sont moins délibératives, il aurait aimé mettre en place des votes par anticipation. Dans la mesure où, sur le distanciel, des personnes peuvent éviter d'avoir à donner une procuration si la période de vote est élargie. Ce qui simplifierait peut-être la gestion des procurations.

Le Président reprend le passage du projet de délibération, la possibilité évoquée pourrait être proposée dans le cadre de la procédure courriel, puisqu'il y a une date et une heure de début de la séance, ainsi qu'une date et une heure de clôture de la séance. Cela signifie que, sur des cas particuliers ou au choix du président de séance, comme cela se fait par ailleurs, certaines délibérations se font dans des séances qui sont élargies à plusieurs jours. Auquel cas, effectivement, cela évite des procurations et les minimise.

Monsieur Viale rappelle qu'il est aussi possible d'envoyer des méls à une heure précise. Si quelqu'un n'est pas présent au moment du vote et de la séance en particulier, dans la mesure où il n'y a pas d'anonymat, il peut aussi envoyer son vote par courriel, même en l'ayant préparé à l'avance, s'il n'est pas disponible devant un ordinateur au moment du vote. Il précise aussi que sur Moodle, il y a un module Feed-back où il est possible de voter anonymement, et les résultats complets peuvent apparaître à la fin du vote, après clôture.

Le Président acquiesce et reprend les deux modalités qui sont proposées : une modalité synchrone et une modalité asynchrone. Sur la modalité synchrone, la configuration est comme celle de la séance du jour. La modalité asynchrone peut permettre un laps de temps qui serait identifié comme étant suffisamment long pour effectuer le vote. Il demande confirmation sur les courriels arrivés avant la date et l'heure du début de la séance ou après la date et l'heure de clôture de la séance ne seraient pas valables.

Le Responsable du SAJC répond par l'affirmative. Il y aura un temps précis pendant lequel les membres pourront voter et qui sera spécifique à cette opération.

Le Président indique que la CPU a fait un recensement des outils utilisés, dans le cadre des votes à bulletin secret. Le ministère a été sollicité pour savoir dans quelle « posture » adopter pour ces votes à bulletin secret, et s'il y avait un outil dédié à cette modalité. La réponse est que le vote à bulletin secret n'est pas intégré dans les textes. Pour le ministère, c'est aux établissements d'imaginer comment mettre en œuvre cette disposition. Des universités vont utiliser des formulaires anonymes, d'autres utilisent « Belenios » voire d'autres outils, mais cela reste très diversifié. L'objectif étant d'être au plus proche du cas en présentiel. Il fait référence à un outil en particulier qui avait été utilisé en CPU qui lui semble convenir, qui est géré par la société netdirect. Il a demandé au président du Conseil académique en formation restreinte, s'il pouvait l'utiliser. Cet outil est lié à la consultation en direct, dès qu'il y a une demande de vote à bulletin secret, l'outil est paramétré de façon à avoir en séance l'intitulé de la délibération et les éléments arrivent très rapidement, soit sur ordinateur, soit sur le téléphone portable avec une réponse qui se fait de façon quasi instantanée avec un affichage des résultats. Il fait part de son expérience à la CPU, où il y avait une trentaine de votes. Là où d'habitude, il faut une journée pour faire tous les votes, cela s'est fait en quelques heures avec un vote à bulletin secret. Donc il n'y avait pas de possibilité de remonter à l'émetteur du vote. Il explique que c'est une piste qui est en train d'être explorée et qui permettrait d'être un peu plus souple sur l'application des conditions de vote. Il termine en exposant ce projet de délibération qui a été soumis au Comité technique d'établissement le 7

la sortie de crise, avec des méthodes de dépistage, de tests sérologie qui sont proposées par les différentes unités de recherche.

Pour terminer, un lien permanent est établi avec le ministère sur les nombreuses questions d'ordre pédagogique, administratif et juridique. Un contact en continu permet de maintenir l'activité de l'établissement dans cette période extrêmement compliquée. Enfin, le lien avec la Conférence des présidents d'université (CPU) est renforcé avec des modalités exceptionnelles mises en place : un Conseil d'administration en formation plénière sur l'outil Zoom a lieu toutes les semaines pour partager les expériences et présenter de la façon la plus concertée en cette période difficile.

Au nom de l'équipe présidentielle, il remercie les personnels, les étudiants, les partenaires qui donnent les moyens de pouvoir fonctionner. Il cite également le ministère des Affaires étrangères pour les questions liées à l'international et les ministères, d'une façon générale, qui sont sollicités pour résoudre des situations difficiles, comme les rapatriements pour aider ceux qui en avaient le plus besoin.

Madame Noel intervient sur l'interpellation de la Région. Sur l'accompagnement du POP, il n'y a pas d'information à ce jour. Les services de la Région étudient la proposition ainsi que l'appui qui pourrait intervenir pour les colis alimentaires et les épiceries solidaires. Elle suggère d'être aussi l'interlocuteur qui permettrait de faire remonter des éléments sur la continuité numérique pour les étudiants et sur l'aide alimentaire.

Madame Pothin s'adresse à la représentante de la Région et demande s'il est possible d'avoir plus de précisions sur la distribution des ordinateurs une fois l'accord du Président. Puis, concernant la partie Wi-Fi sur les cités universitaires, notamment sur le site du Tampon déjà discutés aux différents Conseils d'administration du Crous, elle demande d'échanger sur ce point en présence du directeur du Crous. En effet, aujourd'hui, des étudiants qui sont sur le campus du Tampon et de l'IUT sont obligés de se déplacer à l'intérieur des campus pour avoir accès au Wi-Fi qui n'est pas accessible dans leurs résidences universitaires.

Madame Noel fait savoir que la demande au Wi-Fi a bien été remontée au niveau de l'administration, sur le POP, le Wi-Fi et l'aide alimentaire qui seront vus ce jour par les services ; s'agissant de la logistique pour récupérer les ordinateurs, les informations seront communiquées à monsieur le Président de l'Université.

Monsieur Garaïos signale qu'au niveau de la reprographie de l'université, le service a produit jusqu'à ce jour environ 150 à 200 visières qui seront à destination des personnels soignants, grâce à l'investissement fait sur les imprimantes 3D (une dizaine dans le service).

Le Président acquiesce et cite aussi le département « Science du Bâtiment et Environnement » qui est mobilisé pour la production des visières à destination des personnels. Il poursuit sur les réunions qui ont lieu toutes les semaines en équipe présidentielle, sur les actions menées, puis relayées à la communauté, en leur demandant de faire remonter les idées et actions potentielles qui pourraient être accompagnées. Il fait part de la préoccupation axée sur la protection à venir des personnels. Comment s'approvisionner en quantité suffisante en outils de protection, masques et matériel qui restent difficile à obtenir aujourd'hui ? Il souhaite solliciter, par exemple, le président de la Chambre des métiers, pour bénéficier d'un accompagnement dans ce cadre. Pour les personnels sur site, un stock a été fait de 1 000 masques au sein de l'établissement et une demande de 2 000 auprès de la préfecture. S'agissant des gants et liquide hydroalcoolique, pour l'instant, l'établissement arrive à en produire et possédait un stock. Mais sur le déconfinement, il est question d'anticiper avec le fonctionnaire Sécurité Défense qui est mobilisé pour avoir des stocks et permettre un éventuel déconfinement quand il sera amorcé.

Monsieur Duprat remercie tout d'abord la Région pour l'examen de leur demande. Les services sociaux se sont mobilisés pour donner des aides d'urgence aux résidents qui sont bloqués, notamment sur l'achat d'ordinateurs. Afin d'éviter l'attente, deux aides ont été données hier en urgence pour qu'ils puissent acquérir des ordinateurs. Il revient sur le système de Wi-Fi qui est

utilisé gratuitement sur le Groupement d'intérêt public RENATER comme l'université, le rectorat et l'ensemble des établissements scolaires. Aujourd'hui, s'il pouvait correspondre à une utilisation en termes de messagerie, cela ne correspond plus aux cours en visioconférence. Des résidents ont signalés que dans certains bâtiments qui sont très bétonnés, le Wi-Fi fonctionne mal et pour suivre des cours, notamment en visio, le débit est insuffisant, ce qui pose un réel problème. Il alerte sur le fait de se retourner vers des fournisseurs d'accès à Internet privés car le coût serait élevé. Il rappelle que le Crous de La Réunion est un établissement public administratif qui accueille du public, à ce titre, juridiquement, la question a été posée de savoir s'il était possible d'étendre le dispositif WiRUN étant un établissement public, recevant du public, il lui semble être parfaitement éligible à ce dispositif. En tout cas, il remercie l'Université d'avoir redonné aussi aux personnels du CROUS du gel hydroalcoolique. Il tient à le souligner comme un message de solidarité pour les personnels du Crous de La Réunion. Ce qu'il estime important voyant que la vague de personnes contaminées augmente, en conséquence, les personnels du Crous sont légitimement inquiets. De plus, le CROUS est dans la même situation que l'Université, c'est-à-dire, dans l'attente des livraisons de masques promis par le ministère, mais pour l'instant, il faut en rester aux gestes barrières, et les personnels comme les étudiants, s'interrogent sur l'utilisation ou non du masque qui, pour l'instant, n'a pas encore été recommandée officiellement, mais dont tout le monde pense que ce serait la meilleure solution.

Le Président demande confirmation sur le nombre d'étudiants qui sont confinés au Crous, car il en comptabilise environ 250.

Monsieur Duprat confirme cette information et confirme que l'accompagnement de l'Université est absolument essentiel pour les aider à subvenir à leurs besoins, dans le cadre d'une crise qui est extrêmement difficile à vivre. Par ailleurs, le CROUS a accepté de prendre une cinquantaine des étudiants d'IFSI qui pourraient venir sur les logements vacants à Saint-Pierre dans la résidence Lémuria et 25 seraient pris à la Cité Internationale, en partenariat avec le CHU.

Monsieur Jeuffrault en profite pour souligner le caractère important de coopérer sur ces différentes situations, et d'être mobilisé pour faire mieux ensemble, donc à son sens, cela est important de le dire et que les personnes le sachent. Il remercie le Président pour la démarche effectuée en collaboration car la recherche doit être mobilisée, doit trouver sa juste place et arriver en complémentarité pour avancer concrètement. Il fait remarquer, notamment pour la Région, avoir eu et avoir rencontré beaucoup de difficultés quant à l'acheminement des consommables et des réactifs qui permettent d'être mobilisé, notamment dans le cadre de la recherche de tests de dépistage. Il souhaite voir dans quelles conditions et comment la Région pourrait aider pour pouvoir débloquer des situations très concrètes. Il informe avoir alerté également la préfecture à ce sujet, mais il pense que ce serait judicieux d'avoir des consignes pour pouvoir acheminer ce genre de réactifs ou de consommables ultra-prioritaires. Concernant les masques, ayant une énorme compétition aujourd'hui au niveau mondial, sur ces consommables et ces réactifs, cela semble mieux fonctionner aujourd'hui, s'agissant du pont entre la Chine et la métropole. L'Asie et La Réunion auraient tout intérêt à étudier les conditions d'aide pour répondre aux besoins en actionnant les contacts du président de Région avec l'Asie.

Le Président souscrit pleinement aux propos.

Madame Noel confirme cette problématique sur l'acheminement du matériel qui se pose dans différents secteurs. A ce sujet, il a été organisé un groupe de travail, suite à l'assemblée plénière. Elle propose, de nouveau, de faire remonter ces problématiques au groupe de travail qui est en concertation avec la préfecture, pour débloquer la situation et activer le lien privilégié entre l'Asie et La Réunion. Elle termine en informant qu'un travail a aussi été effectué sur l'octroi de mer.

Le Président remercie Madame Noel pour son écoute et le soutien que le président de région pourra donner en complément du soutien de l'État. N'ayant plus de remarque particulière, il termine en disant que les échanges pourront continuer en dehors du Conseil d'administration sur

avril 2020, adopté à l'unanimité moins deux abstentions. Il indique qu'une modification a été faite entre la version initiale et la version post CTE qui était de préciser certaines instances, telles que les conseils des directeurs de composante qui étaient intégrés dans le paragraphe quatre, « toutes commissions administratives et toute autre instance collégiale administrative composée de trois personnes au moins ». Les membres du Comité technique d'établissement ont souhaité qu'il apparaisse en clair, de même que les conseils d'unité et la Commission des statuts et du règlement intérieur, également.

Sans autre remarque, le Président soumet aux voix la première délibération en distanciel.

Résultat du vote						
Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				24		
Nombre de voix	pour	24	contre	0	abstention(s)	0

Point n°3. Plan de continuité de l'activité.

Rapporteur : Président.

Le processus qui a permis le plan de continuité de l'activité est projeté sur écran, conformément au document de travail transmis aux administrateurs. Ce document est collaboratif s'appuyant sur les remontées pour l'administration générale des différentes directions, services, des coordonnateurs des quatre pôles de l'administration générale, des directeurs de laboratoire, des directeurs de composante. Ce document indique, pour l'ensemble des structures internes de l'université, les activités essentielles qui sont listées et évoquent aussi les modalités de mise en œuvre pour le travail à distance ou le télétravail. Il s'agit de documents globaux qui permettent d'identifier la continuité de l'activité, qu'elle soit pédagogique, scientifique, administrative et renseigne pour chacune des structures les équipes qui sont mobilisées, leurs modalités de travail, présentiel ou à distance, et dans certains cas, les actions qui sont menées pour la continuité de l'activité.

Ce document a été transmis en un temps record, les équipes se sont mobilisées pour pouvoir le produire avec plusieurs actualisations et continuera à être actualisé, de sorte à renseigner l'ensemble des cas pour les structures internes de l'établissement. Ce document est mis en ligne sur le site intranet de l'Université afin de permettre son accessibilité à l'ensemble des personnels. Il a été discuté en Comité technique d'établissement, en CHSCT et dans le cadre de sa mise en œuvre, l'ensemble des organisations syndicales ont été sollicitées pour pouvoir aussi y contribuer et restituer les éléments dans ce document, pour la protection et les bonnes conditions de travail des personnels. Il invite l'ensemble des services à continuer à envoyer leurs contributions pour finaliser ce document. Des questions vont être rajoutées, comme les éléments de protection pour les personnels qui sont amenés à travailler en présentiel et l'application des gestes barrières qui restent d'actualité pendant le confinement. De même que les mesures à appliquer en cas de suspicion pour le Covid-19 qui font l'objet d'une actualisation afin qu'il contienne un maximum d'informations à destination de la communauté universitaire et du personnel.

Débat :

Le Vice-président étudiant émet plusieurs questions, notamment du côté de la DEPF, sur le plan de continuité de l'activité. Il souhaite savoir comment se passent les procédures d'admission pour les étudiants ParcoursSup, e-candidats, études en France. Il fait référence à la communication des relevés de notes, demandée par de nombreux étudiants qui voudraient candidater en L2, L3, Licence pro ou en Master. Ces relevés de notes doivent être retirables auprès des secrétariats pédagogiques, les étudiants n'ont pas pu le faire avant la fermeture de l'établissement et la période de candidature a lieu ce mois-ci. Est-ce qu'une adaptation est prévue, pour permettre à ceux qui ont leurs relevés de notes en ligne, de pouvoir candidater ? Sur la campagne

d'inscription, il demande quelles sont les modalités prévues. Comment un étudiant qui veut s'inscrire et qui rencontre des difficultés soit techniques, soit juste d'information se fait assister, malgré les mesures de confinement ? Il rappelle que chaque année est mis en place le dispositif d'assistance web pour ces personnes qui rencontrent des difficultés de ce type. A l'heure où les procédures de distanciation physique et sociale sont le mot d'ordre, comment faire pour adapter ces conditions d'accueil aux différentes personnes ?

La Directrice de la DEPF répond tout d'abord sur l'admission. Elle indique être plusieurs à travailler sur le suivi des dossiers qui se fait de façon quotidienne, afin de revenir rapidement vers les étudiants qui rencontreraient des difficultés. Le message qui a été passé, sur la question des relevés de notes, serait accepté : ceux provisoires, les copies écran et éventuellement le « dossier web ». Elle explique que jusqu'à maintenant, un dossier envoyé en commission devait être réputé complet et transmis par l'étudiant, lorsqu'il avait donné l'ensemble des pièces. Régulièrement, le point va être fait sur les dossiers en attente, notamment pour les pièces manquantes et celles qui peuvent poser le plus de difficultés. Elle rassure en disant qu'un maximum de dossiers seront envoyés auprès des commissions malgré l'absence des relevés de notes. Puisque si ce sont des étudiants internes à l'établissement, il y a la possibilité d'envoyer en parallèle le dossier à projet pour information complète des étudiants. Pour les étudiants qui viennent de l'extérieur, les relevés de notes provisoires pourront être acceptés pour l'étude du dossier par les commissions. Ensuite, les vérifications des relevés de notes définitifs se feront au moment de l'inscription administrative, en espérant être en mesure de le faire à ce moment. Elle confirme qu'il n'y a pas les mêmes exigences par rapport aux autres campagnes, certaines mesures ont été prises sur des pièces spécifiques. Sur l'assistance au niveau de la plateforme "Admission", comme c'était déjà le cas les autres années, cela se fait essentiellement par mél. Elle fait mention de trois personnes qui travaillent sur des réponses, essayant de répondre rapidement à l'ensemble des étudiants qui rencontreraient des difficultés.

Sur la question de période d'inscription, le service travaille aussi pour proposer différents scénarios, en fonction de la situation au mois de juillet. L'avantage est d'être suffisamment avancée sur l'inscription par le web, sur les procédures dématérialisées, l'ayant pratiqué les deux dernières années. Sur la question de l'assistance présenteielle, une réflexion porte sur sa mise en œuvre en fonction des différents scénarios. Ce travail s'effectue avec les équipes qui prendront contact avec monsieur le vice-président étudiant, ainsi que le SUVEC pour cette notion d'accueil.

Le Vice-président étudiant poursuit et demande pour les inscriptions dans les autres composantes, telles que l'IAE qui a des licences professionnelles, comment cela se passe, concrètement ?

La Directrice de la DEPF indique que le travail se réalise avec les centres de gestion délocalisés, que ce soit l'IAE, l'IUT et la DFTLV qui sont sur les mêmes procédures : web e-candidat et de plus en plus, sur la partie inscription administrative en dématérialisée. Elle fait savoir que depuis l'année dernière, l'IAE pratique aussi la dématérialisation au niveau des inscriptions administratives.

Le Vice-président étudiant demande ce qui est envisagé pour les nouveaux arrivants à qui, il faudra remettre une carte d'étudiant.

La Directrice de la DEPF répond que cela va dépendre de la situation, mais, à ce stade, elle ne peut pas répondre à cette question. L'objectif étant de pouvoir, comme les autres années, leur remettre la carte d'étudiant, au moins pour ces nouveaux arrivants. Tout le monde était reçu en présentiel, que ce soit les nouveaux arrivants ou les réinscrits pour la mise à jour de leur carte. Elle explique qu'il va falloir envisager des systèmes de retrait qui permettent la sécurité de tous, si la situation ne revenait pas à la normale. Elle rappelle que l'année dernière, quatre agents d'accueil étaient dans un même bureau recevaient du public et cette même configuration ne sera certainement pas possible en juillet. Il faudra réfléchir, le cas échéant, à un autre lieu parce que les bureaux ne sont pas adaptés pour maintenir la sécurité de tous.

Le Vice-président étudiant enchaîne sur la question des étudiants internationaux. Etant dans le cadre du plan "Bienvenue en France", où il faut un accueil spécifique pour les étudiants internationaux. Les frontières et certains aéroports sont actuellement fermés, quelle procédure est envisagée pour accueillir des étudiants tout en appliquant les mesures ? Y-a-t-il des étudiants internationaux qui ont candidaté à l'Université de La Réunion ?

La Vice-présidente des RI répond que les dossiers concernant l'accueil des étudiants continuent d'être traités. En l'état actuel, la crise n'a pas d'impact sur les différentes mobilités, cet accueil se pose inévitablement en lien avec le ministère des affaires étrangères qui n'a pas de réponse à ce jour, car il s'agit de savoir si les frontières seront ouvertes ou non. Ces questions se posent, également dans le cadre du réseau VPRI sur différents scénarii, puisque l'accueil se faisait jusqu'alors, totalement en présentiel. S'il devait y avoir la mobilité entrante, il faudrait travailler sur des cours à distance, avec une liste qui pourrait être proposée aux étudiants internationaux. L'autre aspect est celui du suivi pédagogique pour des étudiants qui seraient en mobilité entrante dans le cadre du premier semestre, sur lequel il y a très peu de visibilité.

Le Président confirme que la situation actuelle est encore incertaine concernant le déconfinement. Il faut envisager tous les cas possibles quant aux inscriptions.

Le Président du Conseil académique affirme également pour rassurer le vice-président étudiant que l'ensemble des personnels sont mobilisés sur ces questions prospectives, et dans le même temps, le Président de la République s'exprimera lundi, pour évoquer sans doute une prolongation du confinement. Cela signifie faire l'effort d'envisager plusieurs pistes pour l'avenir en fonction de différents scénarii. Il relève que certaines questions posées par le vice-président étudiant n'ont pas de réponse à ce jour. Il pense qu'il faut, les uns et les autres, pouvoir comprendre que répondre comme cela se fait actuellement est totalement hors norme et déjà de l'ordre de l'exploit, de son point de vue. Sur ces rails, il va falloir poursuivre le bon fonctionnement de l'établissement et s'adapter aux circonstances, le cas échéant, à de nouvelles règles, venant de différents ministères, y compris du ministère de tutelle.

Le Vice-président étudiant l'entend et remercie pour l'ensemble des réponses qui ont été apportées. Il fait part des remontées des étudiants qui vont candidater en deuxième et troisième année de licence, en licence professionnelle ou en master qui ont besoin d'avoir une réponse sur ces questions. Il pense qu'il sera dans les échanges et pourra donc faire le relais auprès des étudiants sur les différentes informations dont ils auront besoin.

Le Président indique qu'il faut effectivement, prendre le temps d'instruire toutes ces questions et avoir une démarche prospective, mais sans trop anticiper, étant donné, que l'établissement est en relation avec l'ensemble des autorités et que des contre-indications pourraient arriver. Il faut être à l'écoute et partager l'information dans l'optique de prendre les bonnes décisions, dans les meilleurs délais.

Monsieur Viale souhaite que soit collecté l'ensemble des problèmes que rencontrent les étudiants dans l'utilisation des plateformes de cours et le travail à distance. Selon lui, il y a un besoin de préparer directement pour la rentrée, par anticipation, une formation à l'usage de Moodle pour les étudiants, dans la perspective d'un travail à distance qui est l'organisation et la communication par Moodle. Il fait part des problèmes qu'il voit remontés au premier semestre, c'était le plus hybride qui est fait pour fonctionner à distance. Par exemple, les enseignants se sont mis sur Moodle et ne datent pas les activités et les étudiants n'ont ni calendrier d'activités ni échéancier des devoirs qui devraient être facilement accessibles aux étudiants. Il pense qu'il y a un grand travail commun, entre étudiants qui ne savent pas utiliser la plateforme et les enseignants qui, quand bien même, savent créer des activités dans Moodle, ne sont pas à même de gérer les paramétrages des activités pour que le cours puisse être suivi à distance efficacement. Il suggère de recueillir le maximum d'informations sur les difficultés remontées pour ensuite pouvoir consacrer juillet et août à leur résolution pour la rentrée prochaine.

Le Président acquiesce et poursuit en disant que c'est la raison pour laquelle a été lancée la campagne de communication par SMS, qui renvoie à un formulaire aux étudiants, pour savoir dans quelles conditions ils travaillent à distance et comment pouvoir recenser l'ensemble de leurs difficultés pour pouvoir y répondre. Avec l'appui de la DAMAN notamment, tout ce qui pourra être mis en ligne, en termes de tutoriels et autres vont permettre de travailler au mieux et faciliter l'apprentissage des outils, mais aussi la transmission des connaissances aux étudiants. Le recensement est en cours et il y aura un état de l'ensemble des difficultés rencontrées et y répondre par des solutions concrètes.

Le directeur de l'UFR LSH souhaite intervenir dans la suite des propos précédents. Au niveau de l'UFR Lettres et sciences humaines, son adjointe a anticipé la demande de Monsieur Viale dans la mesure où elle a lancé une enquête assez approfondie uniquement au niveau de la licence, et pas simplement d'un point de vue quantitatif, sur la facilité d'utilisation des outils. Est-ce que les étudiants possèdent un outil ? Est-ce qu'ils peuvent l'utiliser ? Comment est vécue la façon dont les cours sont mis en ligne ? Sur le nombre de sondés, il considère que c'est un peu décevant, dans la mesure où, elle est passée par les responsables des étudiants, et seulement 800 réponses ont été remontées. Ce qui représente sur les licences, un tiers des étudiants. Un premier sondage pour environ 10 à 15 % des étudiants ne possédaient pas d'outil, c'est-à-dire pas d'ordinateur. Au final, c'est 20 voire 30 % des étudiants qui n'ont pas d'outil véritablement, ou qui ont des problèmes de connexion, de réseau trop faible ou autres. Globalement, en s'adressant au vice-président étudiant, il lui suggère de sensibiliser les étudiants, pour passer le message, que ce n'est pas de la surveillance, mais plutôt un moyen d'anticipation. Les résultats qui ont été obtenus seront communiqués très rapidement aux directeurs des départements, aux responsables pédagogiques pour voir comment intervenir pour améliorer la situation, en fonction des premières réponses. Pour terminer, il indique quand un sondage est fait, il faudrait répondre un peu plus massivement, car sur 2 400 étudiants en licence, seulement 800 ont répondu, c'est pour lui insuffisant.

Le Président confirme que ce sont des données extrêmement importantes à souligner au niveau des taux de réponse et l'interroge sur les modalités de consultation.

Le directeur de l'UFR LSH répond que cela s'est fait par mél d'une manière générale, puisque les délégués des étudiants sont censés avoir les méls de l'ensemble des étudiants placés sous leur « juridiction ».

La directrice de l'UFR ST poursuit sur les propos du directeur de l'UFR LSH. Elle fait part de la même méthode qui a été réalisée au sein de l'UFR ST par mél et annonce ne pas avoir eu plus de succès. Les chiffres ne sont pas les mêmes, n'étant pas sur des mêmes effectifs. Il y a des essais pour identifier les étudiants en difficulté, seulement huit étudiants se sont manifestés et des ordinateurs portables ont pu leur être fournis. Elle suggère, comme d'autres établissements, qu'un fonds de solidarité soit créé pour acheter des cartes de téléphone avec de la data et au sein de l'UFR ST de pouvoir faire de nombreuses évaluations sous la forme de QCM, cela leur permettrait aussi de surmonter la difficulté, avant que soit mis en place tout le processus de la région pour le POP qui va être une procédure certainement un peu longue, à son sens. En prenant exemple sur d'autres universités, elle propose de travailler sur un scénario de fermeture complète des établissements pour le second semestre pour les étudiants. Elle cite Nantes qui l'a déjà annoncé de manière officielle et souhaite savoir si l'équipe de direction avait déjà envisagé cette possibilité, pour anticiper dans les composantes.

Sur la première partie, **le Président** rejoint ces propos car il faut absolument que les étudiants puissent renseigner leur niveau d'équipement, à la fois sur la partie réseau et la partie informatique. Il y a de multiples solutions qui peuvent être proposées et un contact a déjà été pris avec l'opérateur de téléphone notamment, pour ouvrir les forfaits data des différentes personnes qui en ont besoin. Par contre, pour ce faire, il faut avoir la liste des personnes concernées. Cet opérateur demande également le "nom/prénom" pour pouvoir vérifier comment ils peuvent ensuite intervenir techniquement. Le taux de réponse est absolument

essentiel en la matière avec le lancement de campagne de communication SMS/formulaire. D'ailleurs, il informe avoir lancé une campagne radio, avec des spots radio qui sont diffusés à l'ensemble des étudiants pour leur dire de se manifester en cas de difficulté.

Sur la deuxième partie, il explique que Nantes est la première université à fermer totalement jusqu'à septembre 2020, en anticipant les mesures gouvernementales. Le président de Nantes n'est autre que le vice-président de la CPU. Il se questionne sur l'anticipation de ce point, d'autant plus que les processus de déconfinement qui ont été mis en place par ailleurs, tels qu'à Wuhan, les établissements scolaires et universitaires sont souvent les derniers à rouvrir. En équipe présidentielle, la question a déjà été évoquée. L'idée, est d'attendre la fin de cette période, étendue de confinement et l'annonce qui sera faite lundi soir par le président de la République, pour prendre ensuite les mesures qui s'imposent au niveau de l'établissement. Il pense qu'il risque d'y avoir une position commune au sein de la CPU, pour à la fois être dans une logique de stabilité malgré tout dans le mode de fonctionnement et pour faire en sorte que la situation ne soit pas trop compliquée, parce que le doute peut être anxiogène parfois. Pour les étudiants qui sont en situation d'examen et pour les enseignants qui sont en situation d'avoir à dispenser des examens, ou des enseignements, il est aussi important d'instaurer, dans une période vécue par tous, une certaine stabilité.

Le vice-président étudiant apporte des éclairages au directeur de l'UFR LSH. Il confirme avoir vu passer le formulaire à adresser aux étudiants. Il explique que la difficulté est que bon nombre d'entre eux n'ont pas forcément accès aux ressources numériques. Il évoque la CFVU qui s'est tenue mardi dernier, madame la VPCA-FVU annonçait près de 2000 étudiants qui n'étaient plus connectés à Moodle depuis le début du confinement. Ce qui ressortait de la situation de ces étudiants qui avaient pour habitude de se connecter aux ressources numériques, uniquement sur les outils mis à disposition sur le campus, donc les BU, le Centre audiovisuel. Maintenant, ils n'y ont plus accès. Il ne prétend pas que tous ces étudiants font partie de l'UFR Lettres et Sciences humaines, cependant, il pense que bon nombre d'entre eux font partie de ceux qui n'ont plus accès à ces ressources. Il fait aussi part de la confusion, parce que dans le même temps, il y a eu d'autres questionnaires qui ont été lancés. Il pense qu'il est important de savoir, quelles sont les différentes situations, mais en même temps, il y a eu un autre questionnaire lancé pour savoir si les étudiants avaient accès, ce qui peut engendrer une confusion. C'est-à-dire que s'ils ont répondu à l'un, pourquoi répondre à l'autre ?" Ce qui explique peut-être un décalage et un manque de réponses. Dans le même temps, l'Université a lancé, en général, un grand questionnaire par SMS pour que les étudiants soient le plus nombreux possible à y répondre, peut-être qu'il y aura un chiffre plus global sur : qui a accès aux ressources ? qui est équipé ? Qui ne l'est pas ? Pour terminer, il ajoute que les situations des étudiants sont toutes différentes.

La Vice-présidente du CA-FVU affirme que la préoccupation est véritablement toute la fracture numérique. Le croisement a été fait des inscrits APOGEE avec les connexions à l'environnement numérique de travail (ENT). Il a été constaté que plus de 2000 étudiants qui étaient régulièrement connectés à leur ENT, entre le 3 et le 13 mars 2020 ne l'étaient plus à partir du 13 mars 2020, ce qui correspond à la date de fermeture de l'établissement. Il apparaît clairement pour des étudiants qui étaient présents sur les campus, via le SCD, les salles informatiques, le Wi-Fi qu'ils pouvaient avoir l'équipement leur permettant de se connecter à leur ENT. Ces étudiants ont totalement disparu des ondes depuis le 13 mars 2020. A partir de là, le choix a été fait de faire une extraction de tous les numéros enregistrés dans APOGEE, en lien avec le référent RGPD et le ministère. Ainsi, 14 194 numéros de téléphone portable ont été récupérés pour envoyer un SMS afin de leur proposer de répondre à un questionnaire en ligne relatif au fait qu'ils suivent ou non les cours à distance, s'ils sont équipés, quelles sont les difficultés qu'ils rencontrent. C'est la première étape.

En parallèle, il a été décidé de lancer d'ici le début de la semaine suivante (13 avril 2020) un deuxième SMS uniquement à ceux qui n'auraient pas répondu. Il est présumé que s'ils ne l'ont pas fait, cela suppose qu'ils n'ont pas accès à Internet pour remplir le questionnaire en ligne. Pour ces derniers, un travail est en train d'être fait avec Orange pour une programmation et ils recevront par SMS la possibilité, s'ils sont dans cette situation, de taper « 1 », s'ils sont dans une autre situation, de taper « 2 », etc. et pouvoir y répondre par ce biais. Pour tous ceux qui n'auraient

ni Internet, ni ordinateur, ni téléphone portable, la campagne radio a commencé la veille sur Freedom et NRJ, invitant les étudiants à se connecter à leur adresse "univ", à l'activer avec l'indication pour le faire en contactant l'adresse suivante : contact@univ-reunion.fr, ou à demander à une personne de leur entourage de le faire à leur place. Par ces différents canaux de communication, l'objectif est de toucher le maximum des apprenants. Pour ce qui concerne le premier SMS transmis avec l'enquête en ligne, sur les 14 194 SMS transmis, il y a eu 3 243 réponses à ce jour. Le taux de réponse, en deux jours, est de 23 %, ce qui est relativement bon, à son sens, en comparaison à d'autres universités. Ils sont 90,2 % à suivre les cours à distance. Sur les équipements nécessaires, il est constaté que plus de 61 % des apprenants suivent leur cours sur leur téléphone portable, ce qui prouve la très grande difficulté dans laquelle ils sont. Pour ceux qui sont entièrement connectés avec les équipements et la connexion à Internet, ils sont 26 % à avoir des difficultés d'ordre pédagogique. Mais ceux-là, qui pourtant suivent les cours et sont parfaitement équipés d'un point de vue numérique, sont en fracture psychosociale, pour près de 60 % d'entre eux. Pour ceux qui ne suivent pas les cours, ils sont plus de 65 % à rencontrer des difficultés d'ordre pédagogique et plus de 80 % à rencontrer des difficultés d'ordre psychologique ou social. En faisant une analyse très fine des données, il ressort 22 étudiants pour lesquels il faudrait intervenir immédiatement. Dix étudiants n'ont pas d'ordinateur ni de connexion Internet et douze étudiants ont un ordinateur, mais n'ont pas de connexion Internet. Pour conclure, cela appellera plus tard la question des modalités de contrôle de connaissances, donc des dispositifs relativement assouplis.

Monsieur Viale explique qu'il y a une difficulté sur l'application mobile de Moodle car beaucoup d'étudiants rencontrent des difficultés à regarder les cours avec leur navigateur. S'adressant au service de l'établissement, il souhaite savoir s'il est possible d'accéder au numéro de portable des étudiants pour les appeler sélectivement. Il fait d'une approche de pouvoir classer les étudiants par note et exporter de Moodle tous les étudiants qui ne s'étaient pas connectés sur une liste et l'a comparée aux notes du S1 ; en partant quand même du principe qu'il y a des étudiants qui avaient des notes extrêmement faibles au S1 qui, finalement, n'étaient pas très présents en présentiel non plus et c'est, à son sens, un peu logique qu'ils soient, en plus dans le contexte, absents en distanciel. Il trouverait efficace, pédagogiquement, pour assurer un maximum de réussite étudiante, de pouvoir contacter téléphoniquement, un par un et en partant du haut dans la liste sur la base des notes. Ce n'est pas de l'élitisme, selon lui, mais du pragmatisme, en sachant que l'absentéisme est beaucoup plus fort pour les fins de listes qui avaient peut-être eu 2 ou 3 de moyenne au S1. Mais, il faut vraiment s'assurer de régler au maximum le problème, de ceux qui ont démontré au S1 qu'ils voulaient travailler et qui sont, sans doute, en difficulté car on les voit disparaître.

Le Président interroge sur la possibilité d'accéder aux numéros de téléphone des étudiants pour les contacter et s'assurer, qu'il puisse intervenir dans le cadre de la continuité pédagogique.

La Vice-présidente du CA-FVU répond qu'en interne avec le référent RGPD et pour sécuriser les actions en lien avec le MESRI, les données peuvent être utilisées pour des questions d'ordre pédagogique. Quand toutes ces données utilisées concernent véritablement la vie de l'établissement, et en particulier la formation et la recherche, c'est dans ce cadre que l'établissement a le droit de les utiliser. De plus, il y a une procédure à suivre pour savoir qui utilise la donnée. Les personnes ayant cet accès doivent être référencées auprès du RGPD et indiquées la cause qui doit être également écrite dans le registre de protection des données. De plus, elles peuvent être utilisées car elles ont été confiées par les étudiants, auquel cas, elles ne seraient pas collectées, si le contact est motivé par des raisons pédagogiques. Ce qu'il faudrait juste contrôler est de savoir qui, dans la composante, a accès à la donnée et la manipule, pour être référencé dans le registre.

Madame Pothin revient sur les propos de monsieur Viale sur le fait de contacter les étudiants. Elle pense que cela reviendrait très certainement pour beaucoup d'entre eux, dans la même situation que lors de l'envoi du SMS. C'est-à-dire les étudiants qui ont communiqué le numéro de téléphone de leurs parents lorsqu'ils ont fait leur inscription. Elle relève qu'être justement à

l'Université, c'est pour pouvoir s'épanouir et prendre en autonomie. Elle pense que s'il y a le contact avec les parents directement, cela sera contre-productif et va aussi à l'encontre du fait d'avoir cette autonomie. Dans le deuxième temps, elle fait part de bon nombre d'étudiants qui sont en rupture familiale et qui ont encore le numéro de téléphone de leurs parents qui sont enregistrés dans la base de données de l'Université. Cette rupture familiale a plusieurs raisons : soit dû au choix de filière qu'ils ont fait et dans ce genre de situation, les parents vont répondre à la place de l'étudiant, alors qu'il n'y a plus de contact entre l'étudiant et le parent. A son sens, ces étudiants sont encore plus en précarité et en situation de difficulté que les autres.

Point n°4. Plan de continuité pédagogique.

Rapporteur : Président du Conseil académique et Vice-présidente du Conseil d'administration en charge de la formation et de la vie universitaire.

Ce document a été mis en ligne sur le site Internet de l'Université, pour un accès à la fois aux personnels et aux étudiants. Il est inspiré de nombreuses contributions, notamment avec les groupes de travail qui sont mis en place au niveau national avec la DGCI et la CPU ainsi qu'en interne de l'établissement. L'idée est de poursuivre la dispense des enseignements en distanciel. Il y aura des retours de plus en plus précis, au fur et à mesure que les réponses arriveront. L'important est d'éviter toute fracture numérique avec les étudiants notamment, mais aussi du côté des enseignants sur la question des modalités de contrôle de connaissance (MCC). Une CFVU a eu lieu le mardi 7 avril 2020 et a commencé à aborder ces questions, et il faudra aller assez rapidement vers une délibération qui permette de définir les modalités d'adaptation de ces MCC.

Le Président de Conseil académique confirme la tenue de la CFVU en mode distanciel, le mardi 7 avril 2020 avec 36 membres présents et souligne cette belle réussite. De plus, cela a été un peu exploratoire, c'est la première fois qu'une instance se tenait en distanciel, dans l'histoire de cette Université. En amont, grâce à un questionnaire qui a été envoyé aux composantes pour sonder les collègues sur la mise en œuvre du PCP, les difficultés qui ont été rencontrées et les verrous à lever. Il remercie au passage l'ensemble des composantes qui y ont répondu pour nourrir la réflexion durant cette séance. Globalement, les collègues ont partagé des analyses et des échanges fructueux. Le constat est que l'établissement a su collectivement basculer en distanciel pour réaliser cette continuité pédagogique. Chacun a considéré les grandes difficultés, à la fois matérielles, psychologiques, d'usage des interfaces, de l'ensemble des étudiants en Licence et en Master. La VPCA-FVU l'a rappelé précédemment : grâce à un sondage massif, l'établissement est en mesure d'évaluer l'ampleur de ces difficultés. La réflexion a été de dire : *comment, pouvons-nous utilement ne pas pénaliser nos étudiants dans cette période ?* Sachant qu'il y a de tout temps un tri social qui s'opère en fonction des capacités des étudiants à poursuivre leur parcours de formation dans des conditions idéales en temps normal. Or, dans le territoire beaucoup d'étudiants sont classiquement dans des situations difficiles. Ils sont obligés de travailler pour poursuivre leurs études. Dans tous les cas, l'Université de La Réunion est l'une des universités en France qui compte le plus d'étudiants boursiers. Cela veut dire qu'en temps normal, les conditions matérielles et économiques sont difficiles, et qu'en contexte de confinement, il fallait éviter la double peine. Autrement dit, des étudiants confinés dans un espace de 40-50 mètres carrés avec une fratrie présente, des parents présents, un seul ordinateur pour l'ensemble de la famille, mobilisé par les petits qui font l'école à distance. Tout cela explique la prise de conscience collective au sein de cette CFVU, pour concevoir un système qui ne pénalise pas doublement les étudiants.

Au-delà de la situation matérielle, psychologique, des étudiants sont anxieux vis-à-vis de la validation de leur semestre, ce qui est compréhensif et ils demandent à travers notamment la voix du VPE d'être rassurés au plus vite. Il faut donc prévoir une CFVU délibérative à la suite du CA, avec la possibilité d'un vote en distanciel, sur des modifications des « fameuses MCC », pour limiter le stress des étudiants qui se demandent encore, comment ils seront traités vis-à-vis de tous les efforts qu'ils consentent actuellement pour poursuivre leur parcours de formation. Le consensus est d'abord le principe d'un socle commun ou de principes généraux, selon les expressions utilisées, par les uns et les autres. Car selon un doyen, il était particulièrement

important d'avoir un socle commun à l'ensemble de l'établissement, et ne pas avoir des régimes très différenciés d'une composante à une autre. Il ajoute brièvement, pour le cycle L, il y a deux grandes alternatives qui ont été évoquées en séance, à l'exception des DUT, du CPI et des LP, qui renvoient à des règlements spécifiques. Mais pour l'ensemble des autres composantes et ceux qui ont de gros effectifs de plusieurs composantes, la première alternative envisagée en CFVU fut le principe d'une neutralisation complète du semestre pair, dont les crédits européens, car il s'agit du semestre en question qui sera finalement obtenu par un copier/coller des résultats du semestre impair précédent. Les élus qui proposaient cette neutralisation complète du semestre, tout en poursuivant les enseignements voire les évaluations ne comptaient pas dans ce contexte. Cette solution présentait l'avantage de la simplicité. Cela semble effectivement simple, selon ses propos, mais, supprimait de fait la compensation entre les deux semestres, seule la session de rattrapage étant possible, cela veut dire que c'est une chance en moins pour l'ensemble des étudiants qui souhaitent se rattraper sur le semestre actuel.

La deuxième solution, travaillée avec l'ensemble de l'équipe présidentielle, les services et les représentants étudiants, était le principe d'une note plancher sous conditions. Il explique que cette seconde alternative se base sur la fameuse question de la non-pénalisation des étudiants. La note plancher de 10 sur 20 est acquise pour l'ensemble des matières des UE et pour les seuls candidats qui rendent un devoir en distanciel ou passent un oral, sous trois conditions cumulatives.

Première condition : ces étudiants ont obtenu lors du semestre impair une moyenne générale supérieure ou égale à cinq sur 20. Cela exclut de fait des étudiants jamais présents qui ont zéro ou des étudiants présents, mais, qui ont obtenu les notes inférieures à cinq.

Deuxième condition : ces étudiants ont produit un devoir ou participé à un examen oral, en distanciel durant la période actuelle.

Enfin, troisième condition – cumulative des deux premières – les devoirs écrits rendus par les étudiants, qu'il s'agisse de notes de synthèse, de notes bibliographiques, de travail à la maison, ces devoirs écrits indiquent un taux de plagiat strictement inférieur à 10 % après un test de similarité via compilation.

Puis, sur les principes :

Le premier : l'établissement s'engage à une prise en compte des difficultés d'accès au réseau informatique.

Le deuxième : Seules les modalités asynchrones sont utilisées pour les examens écrits ou pour les oraux, idéalement en visioconférence ou à défaut, par téléphone, si l'étudiant ne dispose pas des équipements nécessaires et sous réserve d'identification de l'étudiant.

Le troisième : un temps suffisant de préparation toute évaluation prévue au moins 15 jours avant, ce qui est une règle nationale.

Le quatrième : maintien des avantages acquis des étudiants en termes de capitalisation, compensation, maintien de la deuxième session d'examens et généralisation de la règle du maximum, à titre exceptionnel, vu les circonstances.

Enfin, du côté des enseignants : prise en compte des difficultés des enseignants et des enseignants-chercheurs, avec une diminution du nombre d'évaluations et un regroupement des évaluations qui serait souhaité pour que les collègues soient en capacité de corriger ces épreuves. Il est souhaité qu'elles se déroulent majoritairement en QCM ou dans tous les cas, sans même qu'il y ait le qualificatif de majoritaire, qu'un QCM soit privilégié avec l'appui des services pour des corrections automatiques. Alors, qu'il s'agisse de QCM sur Moodle, le cas échéant, si les conditions de déconfinement le permettaient, de QCM en présentiel dans des conditions de sécurité, mais, dans un calendrier non prévisible à ce stade.

Ces alternatives restent des propositions qu'il faudra finalement arbitrer lors de la prochaine CFVU. Il termine en précisant que la réflexion pour le master est en cours, car des conditions extrêmement différentes en L et en M, qui n'ont pas les mêmes problèmes d'apprentissage, d'usages des interfaces et d'autonomie. Pour autant, les difficultés matérielles pour la poursuite du parcours de formation sont également réelles en master 1. Il signale être dans l'attente des remontées d'informations, des avis éclairés des responsables de masters pour interagir ensuite avec les représentants étudiants et les composantes pour savoir ce qui pourrait être adopté lors

de la prochaine CFVU. A son sens, le silence sur ces questions décisives est anxiogène et il est de la responsabilité de l'établissement d'apporter rapidement des réponses, pour faire baisser la pression qui est déjà très forte chez les étudiants actuellement. Il remercie très chaleureusement l'ensemble des VP et la VPCA-FVU qui est à la manœuvre et l'ensemble des collègues des composantes qui ont vraiment œuvré avec les services, pour produire en un temps record, ce plan de continuité pédagogique.

Le Vice-président étudiant remercie le Président du Conseil académique pour le résumé fait de la CFVU qui relate les différentes difficultés exposées. Il souhaite tout de même faire un point sur quelques difficultés que les étudiants ont fait remonter. Il cite quelques cas qui sont assez révélateurs des disparités entre les étudiants sur les conditions d'accès, mais, aussi sur les difficultés que chacun rencontre. Une permanence téléphonique a été mis en place du côté de son organisation étudiante avec les différents élus pour que les étudiants en difficulté et ceux qui ont besoin d'aide dans leurs démarches, de tout simplement se nourrir et de subvenir à leurs besoins. De plus, beaucoup d'entre eux appellent pour savoir comment faire pour effectuer son dossier de bourses.

Parmi eux, beaucoup ont fait part aussi de leurs difficultés qui ne sont pas seulement conditionnées au fait d'être équipé ou pas. Il prend par exemple la situation d'une étudiante qui habite chez sa tante car ses parents ne sont pas sur le territoire – et qui est confinée dans une chambre avec trois de ses cousines. Ce qui ne constitue pas un environnement sain et stable pour étudier. Comme évoqué, il y a effectivement des cas d'étudiants, par exemple, une étudiante en Licence qui témoigne avoir dû s'enfermer dans sa chambre avec sa petite sœur pour éviter d'assister aux scènes de violence conjugale qu'il y a dans son foyer. Là non plus, cela ne constitue pas des environnements sains pour travailler, selon ses propos. D'autres cas, où des étudiantes qui sont l'aînée doivent prêter leur ordinateur à leurs petits frères ou petites sœurs qui doivent aussi suivre l'école à la maison parce que c'est prioritaire, et du coup, sont en décalage parce qu'elles doivent travailler le soir. Encore une autre qui doit s'occuper de sa grand-mère parce que les parents ne peuvent pas faire de télétravail et sont obligés de partir de la maison. Il expose cet ensemble de cas où, quel que soit le niveau de licence, quelles que soient les conditions d'accès, l'équipement des étudiants, il y a d'autres conditions dans leurs environnements qui font que les étudiants n'ont pas les mêmes facilités d'accès aux études et un environnement qui leur permet de le suivre comme il faut. Ces étudiants sont habitués à avoir l'Université comme environnement de travail qui est fait pour, tel que les BU, le Centre Audiovisuel, les espaces de vie sur l'Université qui permettent à ce qu'il y ait une connexion, du mobilier et de pouvoir étudier dans un espace « sain ». Aujourd'hui, dans ce contexte, ils se retrouvent lésés dans leurs possibilités de suivre les cours. C'est pour cela qu'il estime extrêmement important d'acter le plus rapidement possible des MCC qui permettent à ces étudiants de ne pas se retrouver handicapés à cause d'une situation dont ils ne sont pas les principaux responsables, mais, finalement, en deviennent tributaires.

Monsieur Viale rejoint les propos des deux orateurs précédents. Il confirme qu'il est urgent de préciser un calendrier de prise de décisions qui évitera d'être assaillis en tant qu'enseignants et rassurera les étudiants. Puis, sur la notion de seuil de note, il fait part des réactions vives de plus d'une équipe pédagogique et être lui-même extrêmement partagé sur ces modalités. La neutralisation du semestre qui peut sembler extrêmement forte comme système, peut s'adapter. Elle peut être pondérée. Il sait dans chaque promo que le S2 améliore les résultats de l'année par rapport au S1. Il suppose que bon nombre d'étudiant doit être dans ce cas, et sait que la moyenne augmente d'un point. De plus, le rattrapage, sur la zone des étudiants qui n'ont pas été déjà admis, va à nouveau faire gagner un point. Donc, en termes statistiques et pas individuels, il est facile de compenser malgré l'absence de S2, en termes de notes. Il explique que tous les étudiants qui sont proches de 10 font un très gros effort pour avoir la moyenne parce qu'ils sont motivés et les taux d'échec à l'issue du S2 sont faibles dans cette tranche, sachant qu'en plus, il y a le rattrapage. Mais, à l'inverse, mettre un seuil de 10 pour les étudiants qui ont à peine plus de cinq, il pense que n'est pas maîtriser les conséquences. Selon ses propos, il trouve cela relativement injuste. Il craint qu'en mettant un seuil, la communauté des enseignants soit heurtée profondément de ne pas trop dépasser ce seuil.

Finalement, la mécanique du deuxième semestre et de la session de rattrapage font que les gens qui sont dans la zone médiane, dans les formations massifiées, en L1, c'est un peu plus de points chaque année. Il fait part des cas exceptionnels, c'est-à-dire des gens qui sont capables d'avoir six au S1 et d'avoir l'année. C'est ce qu'il évoque par exemple sur le suivi d'activité, où sont reprises les notes du S1 et les absents du S2 sont pris matière par matière. A son sens, l'inquiétude porte sur les présents en comparaison d'un six qui reste absent. Il avoue qu'en tant que président de jury, il se trouve déresponsabilisé des choix, au lieu de donner les règles éthiques lui permettant de conduire un jury. Ensuite, plus techniquement les modalités asynchrones sont très problématiques ayant lui-même pratiqué de nombreux examens, notamment parce qu'un étudiant peut avoir fait cinq ou six examens dans la journée, et pour avoir pratiqué ces modalités asynchrones, il y a des plaintes très vives des étudiants qui ont travaillé et qui trouvent insupportables « la triche » dans les modalités asynchrones. Il fait référence à la solution de Nantes qui est de travailler par examen de substitution, c'est-à-dire un examen synchrone, il laisse 20 minutes de marge pour que les gens puissent régler leurs problèmes. Il permet de reprendre l'examen et de le continuer sur une durée équivalente, environ 40 minutes sur une heure, ce qui simplifie déjà de problèmes techniques. Il y aura un plus fort taux de participation et ceux qui n'ont pas pu participer, il faut leur mettre un examen de substitution qui est la deuxième session qui est plus facile à gérer et moins contesté par les étudiants. En asynchrone, essayant toutes les tactiques possibles sur des examens avec un faible coefficient, il estime que c'est ingérable et qu'il n'y a pas de contrôle d'identité. Il attire l'attention sur une évaluation mal maîtrisée. A son sens, les équipes ne sont pas à même de gérer en asynchrone, c'est encore plus compliqué qu'en synchrone.

Le Président entend les prises de parole sur le sujet, mais attire l'attention sur le fait de ne pas faire la CFVU avant la CFVU.

Monsieur Viale tient à alerter sur le fait que les équipes pédagogiques discutent justement de la CFVU avant la CFVU.

Monsieur Le Corre revient sur les modalités de l'examen, en licence, il dit être assez d'accord pour ne pas faire quelque chose d'automatique et il rejoint également les propos du Président. Néanmoins, il pense qu'il faudrait peut-être éviter de mettre toutes les formations dans le même moule et laisser un maximum d'autonomie à chaque directeur d'études, parce que les cas seront différents. Par exemple, Monsieur Viale a évoqué le cas du STAPS qu'il connaît très bien, les cas dans d'autres licences ou masters sont différents. Il pense que faire du cas par cas, diplôme par diplôme, sera peut-être plus apprécié, à la fois par les équipes pédagogiques et par les étudiants, d'ailleurs. Car, à son sens, il y a beaucoup d'étudiants qui ne seront pas d'accord sur la note plancher de 10 pour tout le monde. En pour les masters, il suggère de faire du cas par cas et pense parvenir à faire des évaluations pour eux.

Madame Pothin reconnaît que les enseignants et les équipes pédagogiques se sont mobilisés très rapidement pour faire en sorte d'avoir des cours, et en tant qu'étudiants d'avoir aussi des examens en ligne. Elle pense que c'est important de pouvoir le dire tout comme l'ensemble des services de l'Université qui ont participé à ce que, par exemple, Moodle fonctionne. Par contre, il lui semble important d'évoquer l'ordonnance du ministère en date du 23 mars 2020 qui demande d'avoir une égalité de traitement entre l'ensemble des étudiants et de ne pas avoir de rupture. Reprenant l'idée de monsieur Viale de pouvoir faire des examens de substitution, les étudiants qui n'ont pas Internet vont se retrouver exactement dans la même situation. Elle considère qu'il y a une rupture d'égalité étant donné que ces étudiants n'ont pas accès aux ressources nécessaires pour faire les examens. Puis, sur les propos de Monsieur Le Corre disant, de laisser la liberté aux différentes équipes pédagogiques pour que chacun puisse s'adapter, elle pense qu'il n'y a pas d'égalité de traitement. Par contre, sur les masters et les licences, il y a des cas qui sont particuliers et qu'il faut prendre en compte. Elle pense que les deux cursus sont importants : il faut les traiter dans un premier temps en simultané pour éviter que les étudiants en master se retrouvent eux aussi pénalisés à ne pas avoir les modalités d'examen maintenant. Pour le baccalauréat qui lui, se déroulerait normalement en juin, cela fait quelque temps maintenant que

c'est tranché. Aujourd'hui, à l'Université de La Réunion, c'est la période des examens pour la plupart des composantes et la question n'est pas encore tranchée. Elle pense que c'est important de l'avoir à l'esprit. Sur la note plancher de 10, elle pense que c'est important de voir l'envers du décor et reprend les propos du Président du Conseil académique sur les trois attendus importants, d'autant plus que ce 10 serait un 10 améliorable, donc cela ne condamne pas l'étudiant à rester à son 10. « Si l'étudiant a envie d'avoir 14, il aura 14, si l'étudiant a envie d'avoir 18, il aura 18 » et mettre la même note qu'au S1, est à son sens, une vraie rupture d'égalité et une profonde injustice sociale, puisque cela ne permet pas aux étudiants qui étaient, par exemple, malades ou hospitalisés ou avec des soucis plus personnels, de pouvoir remonter au semestre 2. Sur les propos du Président du Conseil académique, c'est justement de dire que le principe qui est régi par le nouvel arrêté licence du 30 juillet 2018 prévoit à ce que la compensation soit toujours effective.

Monsieur Taglioni réagit dans la continuité des propos sur les masters. Etant directeur de master et par rapport aux stages, il relève qu'il n'y a pas eu beaucoup d'échanges sur le sujet. Sur les premiers examens, il interroge sur le coût des stages qui parfois sont censés avoir été faits, c'est-à-dire pour le master qu'il dirige, la période s'étend de novembre à février. Mais parfois certains étudiants ne l'ont toujours pas fait à la date de février, ils pensaient les faire plus tard parce qu'ils ont pris du retard, pour diverses raisons, qui sont parfois acceptées, même hors délais. Comment envisager de compenser ou de substituer ces stages par rapport à autre chose. Il ne voit pas comment les étudiants vont pouvoir faire des stages même s'ils sont peut-être repoussés, Il fait part d'un document réalisé par un collègue qui est très dynamique à la faculté des lettres, qui a déjà fait un travail sur les stages avec toutes les possibilités, les stages déjà entamés, stages terminés, stages non commencés, en essayant de les lister dans un « arbre de décision » pour ensuite voir comment agir. Il pense que c'est une question centrale, même pour les L3, puisqu'il y a un stage qui est obligatoire en L3, M1, M2.

Le Président pense que c'est une question effectivement importante, puisqu'en situation de confinement, les stages ne se font pas dans les modalités normales. Dans le cadre du PCP, il y a eu un certain nombre de recommandations qui étaient celles de transformer ces stages quand ils étaient en environnement professionnel, en stage à domicile. Ceux qui étaient à venir, la possibilité est de voir avec les entreprises et les structures, d'une façon générale, qui étaient ciblées, comment elles allaient fonctionner et voir comment basculer ces éléments en stage à distance. A son sens, sur ce type d'éléments pédagogiques, il y a clairement une rupture de continuité qui ne peut pas être nié. Il propose d'y réfléchir pour en discuter en CFVU que ce soit en licence ou en master.

Monsieur Manant remercie pour les implications, que ce soit l'Université, le CROUS et la Région, pour les solutions à venir. En attendant la solution du Wi-Fi, il propose de réfléchir éventuellement à des clés 4G, et en attendant les éventuelles cartes data d'Orange et d'essayer de fournir un ordinateur ou une tablette aux étudiants. Concernant les modalités de contrôle des connaissances, le Président du Conseil académique avait évoqué un certain nombre de pistes. N'étant pas membre de la CFVU, il aimerait, si possible, formuler un certain nombre de propositions ou de pistes à réfléchir. Pour la session 1, est-ce qu'on pourrait ne pas porter les contrôles de connaissances sur la période de confinement, c'est-à-dire post 13 mars, mais les porter sur la période allant de la reprise du semestre au 13 mars, avant le confinement ? Pour prévenir les difficultés éventuelles, il faudrait qu'aucune évaluation ne soit à date et heure fixe, justement pour éviter le problème technique. S'il se trouve qu'il y a des UE qui ne sont ni enseignables ni évaluables à distance, il faut tout simplement les neutraliser, à son sens. Ensuite, pour les étudiants ayant échoués à la session 1, il propose d'établir par la suite un nouveau contact téléphonique avec un SMS ou un appel, afin de renforcer son accompagnement et en lien avec son équipe pédagogique, conserver si possible la meilleure des deux notes, entre le S1 et le S2, et éventuellement organiser à titre exceptionnel, étant dans un cas exceptionnel, une session 2 bis en présentiel, seulement si, les conditions le permettent en septembre et par la suite, intégrer les étudiants tardivement pour une inscription à la rentrée universitaire 2020-2021.

Le Président du Conseil académique remercie les uns et les autres pour leurs réactions. Il demande à Monsieur Manant de ne pas hésiter à transmettre ses propositions ainsi qu'à Marie Boiron, pour avoir une trace écrite. Il revient sur les propos tenus par Monsieur Le Corre et Monsieur Viale. En s'adressant à Monsieur Le Corre, il précise qu'il ne s'agit pas d'une note de 10 automatique, parce qu'il y a des conditions cumulatives et suspensives, qui sont importantes. Donc ce n'est pas 10 pour tout le monde, il y a trois conditions qui ont été indiquées. Ensuite, pour répondre à Monsieur Viale, il souhaite rassurer car les premières réactions montrent que leurs positions évoluent. Il pense que les uns et les autres, sont tous dans le même effort intellectuel, la même mobilisation collective pour trouver la bonne solution, la moins mauvaise, donc il n'y a pas, à son sens, à être « scandalisé ». « Transportons-nous en période de crise Covid-19 et comparons les deux. L'un est dans une très belle case dans un quartier résidentiel dans 160 mètres carrés. Il a sa propre chambre de 30 mètres carrés avec un grand ordinateur, un MacBook Air, un grand écran et l'autre est dans une pièce de neuf mètres carrés avec deux cousins, un frère, dans un quartier défavorisé avec une seule connexion pour l'ensemble de la famille, connexion mobilisée par les petits parce que les parents veulent aussi donner une chance aux petits ». Il demande : quel est le plan B ? Comment éviter la double peine ?

Le Vice-président étudiant rejoint les propos de Madame Pothin. En effet, mettre une neutralisation telle que proposée en transposant les notes du S1 sur celles du S2, enlève une chance de réussite parce que, de fait, il n'y a plus de compensation et du coup, au lieu d'avoir deux chances de se rattraper, il n'y en a plus qu'une, et à l'heure où l'ordonnance dit clairement de garantir une égalité des chances entre les candidats pour le diplôme, cela ne permet pas concrètement d'avoir une égalité de chances si celle-ci est diminuée. Ensuite, sur les propositions de monsieur Viale qui pourrait peut-être, avantager certains étudiants, il pense que cela ne peut pas s'appliquer à toutes les formations, à commencer par les STAPS ayant échangé avec un étudiant issue de cette filière. En effet, il a été remonté un retard de cours, et ne sait pas si c'est un souci technique, de connexion ou autre, mais le fait est qu'il y a un retard de trois semaines. Donc, aujourd'hui et dans les semaines à venir, il faudra trancher sur une mesure qui, à son sens, doit permettre au maximum de personnes de réussir dans de bonnes conditions, dans le contexte qui est inédit de ce confinement. Il rappelle qu'à ce stade, il y a déjà pour des diplômes tels que le bac ou le brevet des décisions qui n'ont pas été faciles, mais qui ont le mérite d'avoir été prises et tranchées assez rapidement, pour éviter de pénaliser les gens. Il pense qu'il faut adopter ce mode de réflexion et trancher sur quelque chose qui soit consensuel et qui permette avant tout de ne pas pénaliser les étudiants.

Le Directeur de l'UFR DE adhère au fait qu'il faut répondre le plus rapidement possible aux étudiants qui s'inquiètent. Il est important, à son sens, d'avoir une réponse à l'échelle de l'établissement. Ayant participé aux débats en CFVU, il avoue avoir été dans un premier temps très sceptique vis-à-vis des deux propositions qui avaient été faites. D'emblée, la neutralisation du semestre 1 ne lui convenait pas dans la mesure où, cela prive les étudiants en difficulté, sur ce premier semestre, d'une vraie chance de se rattraper lors du second, autre que l'éventuelle seconde session. Il était sceptique aussi pour un certain nombre de raisons vis-à-vis de la note plancher de 10. À la réflexion, ensuite, il s'est dit que c'était probablement, cette note plancher de 10, la moins mauvaise des solutions. Il fait part d'une réunion programmée avec l'ensemble de l'équipe de l'UFR DE, les directeurs de département et de laboratoire, suite à la CFVU qui avait eu lieu. Il confirme que la note plancher passe assez mal, que la neutralisation ne convient pas non plus aux collègues et a émergé une troisième piste, qu'il souhaite soumettre et qui a le mérite, de concilier un certain nombre de positions et d'éviter un certain nombre d'écueils. Cette troisième piste serait une note plancher qui ne soit pas collective, de 10, mais la note plancher serait la note du premier semestre, c'est-à-dire que les étudiants auraient la garantie d'avoir au minimum la reproduction de leurs notes du premier semestre. Il y aurait des évaluations de second semestre, ce qui permettrait à tout le monde d'avoir la possibilité de remonter et cela éviterait un certain nombre d'écueils qu'il énonce rapidement. D'abord, ce seuil de la moyenne à cinq. Pourquoi cinq et non six, pourquoi pas quatre ? Là, il n'y a plus de problèmes de seuil puisque tout le monde a cette note plancher, qui est une note plancher individuelle. Ce serait une note plancher sur la moyenne de l'année, sur le semestre. Le problème gênant, à son sens,

et pour les collègues, c'est la production d'un devoir. Certes, dire aux étudiants : "Vous produisez un devoir et vous avez une note plancher de 10", cela offre la possibilité à un étudiant de rendre 10 lignes et de dire : "De toute façon, vous devez me mettre 10 parce que j'ai rendu mon devoir." Donc, là, cela laisserait au moins la possibilité aux enseignants de mettre la note que mérite l'étudiant. Cela permettrait aussi d'être étendu au master 1. Cette proposition a fait immédiatement consensus parmi tous les enseignants qui participaient à cette réunion. Il propose d'y réfléchir collectivement et la poser comme une troisième possibilité à côté des deux alternatives qui ont été énoncées par le Président du Conseil académique.

Monsieur Viale ajoute sur l'information donnée par le directeur de l'UFR DE que sa remarque allait dans le même sens, car sur la base de calcul, c'est le S1 avec une note plancher qui correspond au S1 ne pose aucun problème aux équipes. Sa crainte est qu'une note seuil couplée à une évaluation légitime crée les conditions d'un plancher plafond dans les équipes, et dans ces cas, une note de 10 permet l'acquisition d'un semestre, mais les taux de réussite dans son département s'effondreront, car personne n'aura confiance, ne serait-ce qu'en une note de 10 et pour les notes supérieures. Pour répondre successivement, entre faire une évaluation asynchrone entre celui qui démarre le matin et celui qui démarre l'après-midi, il tient à rappeler que, déjà, lors des examens en présentiel, l'équité est un concept théorique. Il entend la position de l'équité et en même temps que : "c'est différent", mais il demande à être éclairé sur l'équité en présentiel entre celui qui est en bas de l'amphi, en haut de l'amphi, loin du campus, proche du campus, riche, pauvre, etc., et tous les exemples sont présents. Il rejoint toutes les remarques sur les conditions des étudiants. Globalement avec son expérience, il a tendance à croire qu'il est possible de compenser en créant des modalités successives. En tant que président de jury, il informe que quand il fait des examens en TD et que quelqu'un est absent, il est accepté dans le TD qui suit, quand l'absence est justifiée, c'est-à-dire de faire des examens de substitutions successifs, c'est une manière de répondre à chaque cas, de dire : qu'est-ce qu'on peut trouver pour répondre à un maximum de cas ? Sur des promotions de L1 massifiées, la promotion est tellement large, il faut reconnaître qu'il y a peut-être, plus d'hétérogénéité sociale, il y a moins d'autonomie et moins d'étudiants en réussite, dans sa promo.

Il revient sur le baccalauréat qui a été tranché sur la base des notes précédemment acquises et il estime que ce n'est pas loin d'être le S1 de l'établissement. Il pense qu'à contrario, les conditions sanitaires éclaireront sur ce sujet, la deuxième session est vraiment à même de permettre de résoudre les cas particuliers, et c'est pour cela qu'il met en exergue que d'une promotion à l'autre, la note plancher, en L1, L2, du semestre S2, c'est le S1 plus ou moins 1,5 point lui semble pas surprenant. Celui qui a eu 14 a rarement 7 au deuxième semestre et vice versa sauf cas particulier. Il indique que c'est peut-être l'occasion de faire un jury comme cela se fait pour le jury du bac, c'est-à-dire passer du temps sur chaque dossier. Donc, sa difficulté est un seuil couplé avec des évaluations légitimes, il craint qu'au final, ce soit très contre-productif, car ce ne sera pas gérable vis-à-vis de ceux qui ne peuvent pas composer, vis-à-vis de ceux qui ont composé ou qui ont triché. Il fait part de son inquiétude et le regrette très vivement. Finalement, la solution pour le bac, il trouve que c'est une très bonne solution. En mentionnant le VP étudiant ayant participé aux discussions avec les étudiants, il indique ne pas être dans une condition où les collègues ont des stratégies pédagogiques communes et où, comme au S1, il y a des notes chaque semaine avec ses étudiants, du travail chaque semaine en ligne, il y a une base de travail pour évaluer les étudiants. Il indique que des collègues au deuxième semestre qui n'ont aucune base de travail, en raison d'un fort absentéisme ont eu de très mauvaises notes au S1, mais il y a des grosses difficultés qui sont reportées avec des étudiants qui ont 12, 13, jusqu'à 14 de moyenne au S1. Leur mettre un seuil de 10 ne résout pas le problème. Par contre, ce qui a été tenu est deux options, faire totalement différent ou faire comme en présentiel. Les EDT ont été tenus, donc il peut y avoir un cours qui débute aujourd'hui parce que c'était un cours de quelques heures, par exemple, il y avait six heures de CM, et il était prévu à l'emploi du temps de débiter. C'est peut-être une référence à cela, mais c'est uniquement parce qu'on suit, en tout cas pour les cours magistraux, l'EDT présentiel avec l'idée d'éviter de tout mettre en ligne au début et que les étudiants attendent la suite, il convient qu'il n'y a pas de bonne solution. Il pense que personne ne sera en confiance lorsqu'il reçoit des devoirs, pour prendre un 11 tel qu'il est, c'est-à-dire la valeur d'un étudiant qui vaut 11, la valeur d'un étudiant qui vaut 14, etc. Et là, il n'est pas sûr de

résoudre les problèmes d'équité en mettant un plafond. Si c'est 10 pour tout le monde plus le S1, il pense qu'à la fin, cela signifie que ce n'est que le S1 qui fait la réussite au diplôme, et il préfère les solutions négociées, comme disait le directeur de l'UFR DE, c'est-à-dire permettre plus de souplesse, plus d'appréciation et qui apporte en même temps une garantie, c'est-à-dire que finalement, la base, c'est le S1. Et pour les cas particuliers à traiter et pour que les enseignants soient en confiance, pour passer un étudiant de 7 à 13 et lui donner l'année, il va falloir créer les conditions de notation pour que ce soit possible. Pour sa part, il estime qu'il n'est pas possible de faire une vision complète, c'est-à-dire que, dans une formation massifiée, il faut exactement la même évaluation pour tout le monde, alors que ce n'est pas le cas en présentiel. Donc, si cela est admis en distance avec une telle volonté d'égalitarisme, il reste perplexe. Il demande la possibilité de faire des évaluations, de les laisser synchrones car il sait que 20 sur 30 répondent de manière synchrone sans difficulté, et il trouvera une modalité alternative pour les 10 autres. « Quand on fait repasser les oraux, tous les systèmes des évaluations se font quand même par des évaluations successives ». Il ose espérer, étant en contrôle continu et tient à le rappeler, que l'idée est bien d'évaluer par différents moyens de contrôle.

Le Président du Conseil académique remercie le directeur de l'UFR DE pour sa proposition qui va dans le sens de ces propos, c'est-à-dire être dans un effort d'intelligence collective et ne pas se priver de proposer, pour arriver, à un moment donné à faire consensus. Il interroge sur le principe de neutralisation. A son sens, neutraliser revient finalement à faire copier-coller des résultats du semestre précédent, parce qu'il faut obtenir des crédits ECTS, à la fin des fins. Il ne peut pas faire une licence qui aura 60 crédits en moins. Il demande quelle est la différence entre la neutralisation et une note plancher, qui est celle du premier semestre ?

Le Directeur de l'UFR DE répond que la différence est que le copier-coller revient à supprimer le second semestre, donc il n'y a pas du tout d'évaluation dans le second semestre ; alors que dans cette proposition, il y a les évaluations du second semestre. Les étudiants ont comme filet de sécurité leurs notes du premier semestre : c'est-à-dire que le plancher n'est plus un plancher collectif à 10, c'est un plancher individuel qui est la note que chaque étudiant a montré au premier semestre. Le second semestre donnera lieu aux évaluations, de la même façon que dans l'hypothèse qui est avancée avec une note plancher à 10. Sauf que ce n'est plus une note plancher à 10, mais équivalente à la note du premier semestre.

Le Président du Conseil académique indique que pour la neutralisation, il y avait toujours les évaluations, mais simplement, elles ne comptaient pas, donc c'est la grande différence.

Le Directeur de l'UFR DE ajoute que dans ce cadre, elles comptent. Elles laissent à l'étudiant la possibilité de remonter, très largement.

Le Président du Conseil académique dit que c'est intéressant. La seule chose qui peut ne pas faire consensus, c'est finalement que l'étudiant qui, au premier semestre avait eu, par exemple 9 ou moins, et qui souhaitait vraiment se rattraper au S2, il est plus en difficulté que d'autres qui avaient eu effectivement un 14 au S1 et qui sont assurés d'avoir cette note plancher au S2.

Le Directeur de l'UFR DE répond qu'il y a les mêmes difficultés qu'avec une note plancher à 10 au second semestre. Il repart d'un 9 dans les mêmes conditions.

Le Président pense que la question devrait être débattue mais souhaite clôturer ce point après les nombreux échanges qui relèvent de la compétence de la CFVU. Il indique que ce qui est manifeste, c'est plus qu'évident, c'est être en situation exceptionnelle. Si celle-ci n'est pas prise en compte d'une façon ou d'une autre, dans les modalités de contrôle des connaissances, c'est qu'elle induit surtout une absence d'égalité de traitement entre les étudiants. Le risque de recours sur les notes va être de 100 %. A son sens, il n'est pas possible d'imaginer des modalités très différentes et très diversifiées, d'une formation à une autre et d'une composante à une autre. Il insiste sur le principe de non-pénalisation des étudiants dans une situation où, manifestement, ils n'ont pas les mêmes conditions que la normale.

Point n°5. Conventions – contrats – accords-cadres recherche et hors recherche ne relevant pas de la délégation de pouvoir octroyée au Président

Rapporteur : Responsable du service des affaires juridiques et du contentieux.

Le responsable du service des affaires juridiques et du contentieux présente les conventions devant être approuvées par le Conseil d'administration.

Le Président soumet aux voix les conventions pour approbation :

- 6 conventions "hors recherche"

Sans remarque particulière, le Président soumet aux voix.

Résultat du vote						
Vote à	main levée					
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote :				23		
Nombre de voix	pour	23	contre	0	abstention(s)	0

Point n°6. Questions diverses

Trois questions diverses de Monsieur Manant :

1. *La ministre Frédérique Vidal a annoncé le déblocage de 10 millions d'euros supplémentaires pour le service social des CROUS, mais également le déblocage immédiat d'une partie de la CVEC, en complément, pour aider les étudiants, sur le volet alimentaire, informatique et l'accès à Internet ; et pour les étudiants ayant un job étudiant ou en stage, et qui ne bénéficieraient pas de dispositifs de compensation. Comment seront utilisés ces fonds et quand et comment les étudiants pourront bénéficier d'une telle aide ?*

Le Président indique, comme évoqué précédemment, qu'il y a un recensement qui est fait des situations des différents étudiants. En fonction de ces situations, il va y avoir des solutions qui seront apportées, soit au niveau de l'établissement et surtout de façon collective avec le Conseil régional, par toute autre solution qui pourrait être trouvée tel qu'un partenariat. Globalement, à ce stade, la CVEC 2020 a été quasiment répartie. D'autres solutions seront mobilisées avec les partenaires et au niveau de l'établissement hors CVEC. Si le besoin s'en faisait sentir dans le cadre de ce recensement, l'établissement agira en conséquence avec les personnes concernées pour voir comment utiliser cette CVEC.

2. *A quel scénario doit-on s'attendre pour la suite, concernant le renouvellement des conseils centraux usagers ?*

Le Président : Sur cette question, il y a eu une suspension du renouvellement des conseils centraux. Tout cela dépend du déconfinement et à ce stade, aucune visibilité sur les délais et les conditions du déconfinement. Pour l'instant, il n'y a pas de « scénario » qui est posé. D'ailleurs, de nombreux établissements se trouvent dans ces situations, une réponse globale devrait être apportée, ou en tout cas, la marge qu'aura l'établissement pour instaurer un cadrage, plus global.

3. *Le calendrier initialement prévu pour la période des inscriptions en 2020-21 sera-t-il chamboulé, au vu de cette crise ?*

Le Président Cette question a été évoqué en amont par Madame la directrice de la DEPF : à ce stade, plusieurs scénarios sont en cours en termes de déroulement des inscriptions 2020-2021. Il n'y a pas de décision prise. Là encore, les arbitrages sont attendus au niveau national pour les conditions et le délai du déconfinement.

Le responsable du SAJC : en complément, sur les élections universitaires des usagers, la suite des processus électoraux est attendue par arrêté du ministère.

Pour finir, le Président indique que les conditions ne sont pas idéales, mais l'établissement est en capacité de s'adapter dans ces circonstances exceptionnelles, pour amener tous les éléments de prise de décision, les meilleurs possibles, dans un contexte extrêmement sévère de confinement.

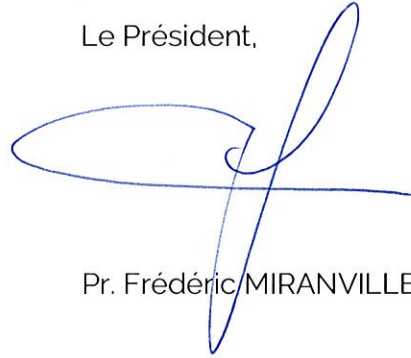
L'ordre du jour étant épuisé, le Président souhaite aux participants une bonne continuation avant le prochain Conseil d'administration, puis adresse ses remerciements et clôture la séance à 14h28.

La secrétaire de séance

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Tatiana'.

Tatiana LEBEAU

Le Président,

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Frédéric'.

Pr. Frédéric MIRANVILLE